la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Pierre MONATTE

(1881-1960)

Le Pèlerinage de Vanves

par Raymond GUILLORÉ

L'Humanisme de Pierre Monatte

par Roger HAGNAUER

Histoire du Premier Mai

par Pierre MONATTE

Le F. L. N. n'acceptera pas de diktat

par Robert LOUZON

N° 452. — NOUVELLE SERIE — N° 151

JUILLET-AOUT 1960. — PRIX : 1,50 NF

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .. .. 8 NF (800 fr.)

Un an .. .. 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois .. .. 10 NF (1.000 fr.)

Un an .. .. 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne 14, rue de Tracy — PARIS (2e) Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 452 - Juillet-Août 1960

Mort de Pierre Monatte .. .. M. CHAMBELLAND

Un témoignage de Romain Rolland.

Pour une Société des amis de Pierre Monatte.

Le pèlerinage de Vanves .. .. R. GUILLORE

L'émission radiophonique consacrée à Pierre Monatte.

L'humanisme ouvrier de Pierre Monatte .. R. HAGNAUER

La C.N.T. d'Espagne appelle au secours.

Les œuvres de Bakounine en italien.

Histoire du Premier Mai (1886-1906) .. .. P. MONATTE

Notes d'économie et de politique : Eisenhower contre Castro. — Le crépuscule de la liberté après 1918. — Empire artificiel ou communauté naturelle ? .. .. .. R. LOUZON

Le débat engagé .. .. J. DUPERRAY

Lettre de Suède : la S.A.C. a 50 ans .. .. L'ITINERANT

Fin de l'immobilisme à la C.I.S.L.?

ENTRE NOUS... SANS LUI

Entre nous, ce fut d'abord lui premier entre nous, puis nous autour de lui. Ici, Pierre Monatte était toujours présent. L'Entre nous, c'est une de ses créations originales, introduite dans « la Vie Ouvrière », toujours maintenue dans la « R.P. ».

Tout l'esprit de Pierre Monatte est dans cette initiative. La revue n'appartient ni à son fondateur, ni à ses rédacteurs. Elle est avant tout un moyen de communication entre tous les militants qui la rédigent, l'administrent, la lisent. Et personne n'est spécialisé, la rédaction n'est pas un monopole, la lecture passive n'est pas un privilège. Le rédacteur ordinaire doit céder souvent la plume au lecteur... même extraordinaire. Le lecteur ne doit pas attendre des consignes, des apaisements, des certitudes. On ne veut ni le flatter, ni le bercer, ni l'impressionner. Plutôt le chatouiller quelquefois désagréablement afin qu'il réagisse. Relisez les numéros de la « V.O. » de 1909 à 1914. Vous serez surpris de la place prise par l'Entre nous et le « Parmi nos lettres »... Ce n'est pas notre faute si cette place s'est fortement rétrécie dans la « R.P. ».

Mais il est un autre enseignement laissé par Monatte. Ce journaliste accompli, que nous avons vu souvent écrire son « Carnet du sauvage »... d'un seul trait, sans lever la plume, ni la tête... a toujours été attiré par les tâches administratives. Alors que dans pas mal de groupements le trésorier est un employé scrupuleux, un comptable... pour Monatte l'administrateur devait être le militant le plus convaincu, le plus actif, le plus dynamique, le plus capable de comprendre les intérêts du mouvement.

Le grand César Hattenberger qui fit monter le nombre des abonnés de « la Vie Ouvrière » en 1919 à une allure vertigineuse représentait aux yeux de Monatte le prototype du meilleur militant. César, ulcéré par la corruption du communisme, atteint par la tuberculose, ne put consacrer à la « R.P. » une activité aussi rentable.

Lorsque Monatte lui rendit une de ses dernières visites, il en sortit avec plusieurs abonnements à la « R.P. ». « A ceux qui viennent le voir, avant de parler de son état, il réclame l'abonnement promis et pas encore versé... »

Eloigné de nous, ne pouvant plus se rendre rue de Tracy, Pierre Monatte s'inquiétait toujours de la recherche des abonnements. Nos dernières initiatives ont été conçues par lui. Et l'une des dernières phrases de lui entendues par l'un d'entre nous, c'était : « Que crois-tu possible pour recruter des jeunes ? ». Notre « équipe » de l'administration l'attirait particulièrement. Il voulait connaître personnellement Claude Desobry et Robert Marchetti et reprochait à ceux-ci un excès de discrétion...

Delsol sait-il quel plaisir Monatte éprouva en apprenant que notre vieux camarade se décidait à mettre le nez et la plume dans l'administration...

Nous étions... entre nous dans la salle du columbarium le 30 juin dernier. C'était encore lui qui nous unissait. Pour reprendre une image célèbre, si nous avons laissé ses cendres, nous a-t-il laissé sa flamme ?

Le gérant : Roger HAGNAUER. Editions Polyglottes 232, rue de Charenton Paris

MORT DE PIERRE MONATTE

Pierre Monatte est mort, le lundi 27 juin 1960, à son domicile de Vanves, 13, rue de Châtillon.

Depuis bien des années, j'avais pris l'habitude de converser avec lui chaque samedi aux environs de 17 heures. Nous passions une heure dans son bureau à nous entretenir des événements de la semaine.

En ce dernier samedi, 25 juin, il fut surtout question de leur départ en vacances. Ils avaient retenu une chambre dans un hôtel de Sembadel-Gare, proche de Monlet, son pays natal. Il fut heureux d'apprendre que notre ami Marius Giraud avait décidé de les emmener tous les deux en voiture, pour éviter les inconvénients du voyage en chemin de fer après l'opération qu'il venait de subir à Lariboisière. L'opération avait bien réussi. Il était content. Il m'avait demandé de lui apporter quelques livres : « La Terreur noire » d'André Salmon ; le livre de Baby, qui venait d'être exclu du parti communiste, et la pièce d'Armand Salacrou, « Boulevard Durand », consacrée à Jules Durand.

Dois-je écrire qu'en ce dernier samedi je le trouvai un peu différent ? D'ordinaire, il était d'une délicieuse bonhomie. Ce 25 juin, je le trouvai nerveux, d'une nervosité vraiment inaccoutumée, pour tout dire inquiétante. J'en fis la réflexion en rentrant. Pourtant, le dimanche, il fit comme d'habitude avec Léo sa promenade dans le parc Falret, proche de son domicile.

Lundi matin, le 27, entre 6 heures 30 et 7 heures, le téléphone sonnait chez moi. C'était Mme Monatte qui nous faisait prévenir que Pierre avait passé une mauvaise nuit, ne tenant pas en place, se levant, marchant, en proie à une étrange agitation.

Louise partit aussitôt en taxi pour Vanves. Notre camarade le docteur Acker fut aussitôt alerté. Louise avait pensé à une congestion cérébrale. C'était bien cela. Pourtant, Pierre s'apaisa et s'endormit. L'alerte était terminée. Sa lucidité restait entière. Il passa calmement l'après-midi. A 1 heure du dîner, étendu dans son lit, il voulut manger sa soupe. Léo la fit réchauffer. Mais lorsqu'elle arriva près du lit, il semblait dormir. Il ne dormait pas. Il était mort, les yeux fermés. Il était 19 heures 40. La seconde congestion cérébrale l'avait emporté.

M. CHAMBELLAND

UN TEMOIGNAGE DE ROMAIN ROLLAND

Aux obsèques de Pierre Monatte, Maurice Paz, qui fut son avocat au fameux « complot » de 1920, a donné lecture du témoignage suivant de Romain Rolland, écrit en 1921, au moment du procès :

Je regarde Monatte comme une des personnalités les plus droites que j'aie rencontrées. D'une entière loyauté, absolument sincère, il est de ceux très rares qui agissent comme ils parlent, qui parlent comme ils pensent. Son esprit réfléchi, scrupuleux, parfaitement pondéré, mais qui va jusqu'au bout de sa pensée, ne recule jamais devant la vérité. D'un courage tranquille, qui a le mépris de la jactance, qui l'a aussi des compromis et des lâches réticences, il prend ses responsabilités, et se montre calmement tel qu'il est, sans rien atténuer, sans rien exagérer. Son intégrité est si évidente que nul n'a pu jamais prêter à sa conduite un mobile intéressé. Ce qui est plus exceptionnel parmi les hommes d'action, on ne saurait même lui attribuer aucun désir ambitieux. Bon et simple, laborieux, profondément touché par les souffrances de la classe ouvrière et par cette vie d'obscur héroïsme, il s'est voué à la cause du peuple, qui est celle du bien public. Il en est un des guides les plus fermes et les plus respectés.

C'est pour moi un scandale de voir au banc des accusés ce grand citoyen.

Aucun de ceux qui connaissent Monatte n'admettra l'accusation de complot qui est portée contre lui. Le mot est ridicule, à propos d'un homme qui, comme lui, marche à visage découvert, et qui n'a rien à cacher, rien à fomenter : car il n'a jamais voulu être, et il n'a jamais été que le probe serviteur du peuple de France. Jamais il n'a cherché à lui imposer une volonté étrangère, mais à interpréter loyalement la volonté de ce peuple et à y obéir, comme ce fut le fait dans ces grèves, qui ne furent nullement provoquées du dehors, mais qui ont été la libre protestation d'une partie de la classe ouvrière.

Nous avons trop de raisons de croire que c'est justement afin de faire oublier cette protestation qu'on a inventé le complot imaginaire. On tâche de donner le change sur les raisons profondes du mal dont souffre à présent la France. Cinq ans d'une guerre atroce, une victoire ruineuse qui laissa un horizon plus sombre qu'il n'était avant, et les désillusions, plus cruelles que les ruines, ont laissé dans le cœur des peuples une souffrance et un ressentiment, qu'il était bien facile de prévoir. Les hommes chargés du pouvoir, qui en portent à présent l'écrasante responsabilité, cherchent, selon leur habitude — elle est de tous les temps — à détourner l'attention et la colère publique des malheurs trop réels sur des dangers imaginaires. Et, de même qu'il fut des gens, pendant la guerre, pour attribuer celle-ci... aux pacifistes, on feint de croire aujourd'hui que le malaise des peuples vient, non de la mauvaise gestion de leurs affaires, mais de ceux qui la dénoncent. Et de ces opposants, on veut faire des « conspirateurs » !

Appelle-t-on un complot le désir d'y remédier, l'espoir d'une société meilleure, moins livrée à l'incohérence des politiciens et aux rapines des gens d'affaires ? Appelle-t-on un complot l'action au grand jour des hommes qui s'efforcent de mettre plus de justice dans l'organisation du monde et de rendre impossible le retour des calamités qui viennent de le désoler ? Je l'appelle, pour ma part, le devoir de bons citoyens. Qui ne le souhaite, avec eux ? Je ne juge pas ici leurs théories et leurs modes de réalisation. Sur plus d'un point, ils ne sont pas les miens ; et j'ai dit plus d'une fois, dans mes livres, en quoi je m'en séparais. Chacun a le droit de les discuter, et de les rejeter. Mais non de les calomnier. Il est inadmissible qu'à de probes adversaires, qui s'offrent à la discussion publique, on prête, pour s'en défaire, des complots ténébreux, dont les détails ridicules font songer à de mauvais cinéma. A ce jeu, un honnête homme ne pourra bientôt plus exprimer son dégoût des injustices qui l'oppressent, sans qu'on dénonce aussitôt l'influence occulte sur lui de quelque Œil de Moscou !

Veut-on mettre fin aux révoltes ? Il n'est qu'un seul moyen : mettre fin aux injustices. Il est à la portée de tous les gouvernements. Mais ils ne s'en avisent guère. Ils trouvent plus facile d'y ajouter.

Le procès d'un Monatte est une de ces injustices. J'espère, Messieurs les jurés, que vous la réparerez.

Romain ROLLAND.

Nota. — Monatte et ses camarades furent acquittés.

Pour une Société des amis de Pierre Monatte

Le 30 juin, Maitron nous écrivait de Vittel :

« Je vous soumets une idée qui m'est venue ; vous verrez dans quelle mesure on peut songer à la traduire dans les faits.

» Pierre Monatte, qui a été boycotté 35 ans durant, a pris place cependant peu à peu dans l'histoire. Nous pourrions y aider en constituant une Société d'Amis (large ou étroite). J'énumère, en vrac, quelques tâches à accomplir :

» Veiller tout d'abord à la conservation de la documentation, manuscrite et imprimée, qu'il a lui-même élaborée ou rassemblée, en dresser l'inventaire. Ensuite, lancer un appel pour enrichir cette documentation des centaines, voire des milliers de lettres que Monatte a écrites. Demander à tous ceux qui ont connu Monatte de consigner en quelques lignes, en quelques pages ce qui, chez lui, les a le plus frappés.

» Consacrer un numéro spécial de la « R.P. » à Monatte, comme cela a déjà été fait à l'occasion de son 70e anniversaire. Envisager la publication des inédits laissés par lui : journal, souvenirs, Pelloutier, etc. Songer à une émission de radio (impossible aujourd'hui, mais la préparer pour demain). Ce programme ne doit pas être limité. Certains points peuvent être discutés ou même rejetés. L'idée devrait, je crois, être retenue. »

Nous la soumettons à tous nos lecteurs. Le principe, d'abord. Ensuite, les détails d'organisation. Que chaque lecteur nous fasse part de son opinion !

Ecrire à la « R.P. », ou à Jean Maitron, 117 bis, rue Armand-Silvestre, Courbevoie (Seine).

LE PÈLERINAGE DE VANVES

Il n'y a pas plus de quatorze ans que je vis Pierre Monatte pour la première fois. Les chemins que je suivais depuis mes premiers pas dans le mouvement ouvrier n'avaient pas encore rencontré sa route. D'autres m'y avaient précédé, qui sont pourtant de ma génération. Ils ont eu de la chance, c'est tout. Je ne renie rien des influences qui, avant la sienne, ont pu laisser sur moi leur marque. La diversité de nos comportements et de nos voies justifie notre union actuelle. Oh ! je le connaissais, bien avant cette première rencontre. Je lui ai souvent répété depuis, pour essayer, sans y parvenir, de le faire enrager, que j'avais adhéré au parti communiste au moment même où il s'en séparait. Mais je savais qui il était, ce qu'il représentait pour le mouvement ouvrier, en France et dans les autres pays. Des amis que nous avions en commun me parlaient de lui et me communiquaient l'admiration qu'ils avaient pour son caractère et pour sa lucidité. Par eux et aussi, il faut bien le dire, par une philosophie personnelle dont je n'étais pas tellement conscient, j'étais avec lui, je le respectais et je l'aimais. Je savais, de science certaine, qu'il était un de ceux avec lesquels il ne faut pas être en désaccord, je veux dire : en désaccord sur les grandes lignes, sur le fond des choses. Il n'aurait pas aimé des laudateurs, des suiveurs, des disciples obéissants.

C'est donc en 1946 que je fis mon premier pèlerinage de Vanves. Je venais de lire sa brochure : « Où va la C.G.T. ? » et elle m'avait enthousiasmé. J'entrai dans ce groupe d'habitations, un de ces « ensembles » de banlieue où l'on ne s'attend pas à rencontrer l'originalité et la personnalité dominante. Elles m'attendaient cependant dans cette petite pièce, bourrée de livres jusqu'au plafond, où il fallait se frayer un chemin jusqu'au fauteuil bas où s'étaient assis déjà des visiteurs des deux mondes. On s'y sentait aussitôt, par un phénomène étrange, à la fois retiré du monde et plongé dans l'humanité. Cette petite pièce amortissait les bruits que l'on venait de quitter à l'instant, mais elle était, pour tous les échos du monde, une extraordinaire caisse de résonance. Oui, parfaitement, un carrefour de l'univers passait par ce petit logement de Vanves, et bien d'autres avant moi et après moi en ont senti le souffle avec étonnement.

Ce n'est pas le cas unique d'un homme dont le nom n'atteint pas la vedette, qui ne fait pas partie des « superbes » et qui exerce, néanmoins, sur une partie de ses contemporains plus qu'une influence, mais une sorte de rayonnement obscur et chaud. Je crois que d'autres exemples pourraient être donnés, de ce rayonnement, dans d'autres milieux. Dans le mouvement ouvrier actuel, je ne crois pas qu'on puisse en citer un s'exerçant au même degré, avec le même pouvoir de pénétration. Pierre Monatte était notre sage, notre « vieux ».

Quand je fus assis devant lui, je le reconnus aussitôt, tel que je me l'avais décrit intérieurement avant de sonner à sa porte : un énorme front et, presque tout de suite en-dessous, sa petite moustache hirsute. Il avait sa blouse grise de correcteur d'imprimerie et cet éternel béret placé dans une position quelconque qu'il faisait d'ailleurs varier, de temps à autre, d'un mouvement du plat de sa main. Ce que fut cette première conversation, je n'en ai pas gardé en mémoire tous les détails et toutes les nuances. Plus que sur des idées générales, elle porta plutôt sur la situation du mouvement ouvrier à cette époque — en 1946, il y avait de quoi dire — et sur les événements les plus immédiats. Nous nous cherchions un peu. A un moment, je lui dis, en manière de boutade : « Il me faudrait un chef ! ». Aussitôt, ses gros sourcils se froncèrent, il prit un redoutable ton mi-figue, mi-raisin pour me répondre : « J'espère que tu ne viens pas le chercher ici ! ». Je me le tins pour dit. Mais j'attendais cette réponse, sinon sous une forme aussi brève et définitive. Non, à cette première rencontre de Vanves, je ne trouvai pas un chef dont, au surplus, je me passais bien. Je dirai que je trouvai un maître, avec tout ce que ce mot comporte d'affection, d'adhésion personnelle, d'autorité sans marques extérieures. Je ne devais plus quitter son sillage.

Le jour où Monatte prit sa retraite de correcteur, en 1952.

Je l'ai vu aussi plusieurs fois dans le bureau des correcteurs de « France-soir », rue Réaumur. Il y a travaillé jusqu'à soixante-dix ans passés et fut — je crois — un des premiers à toucher la petite retraite des travailleurs du livre. Les compagnons le gâtaient tout en le taquinant à l'occasion. Ils ne manquaient pas, par exemple, de lui réserver la correction des courses hippiques, ce dont il s'acquittait avec une conscience égale. Mais c'est à Vanves que je le retrouvais vraiment. « Quoi de neuf ? », disait-il habituellement en commençant l'entretien. Ce n'était qu'une formule sans conséquence. Je n'avais rien à lui apprendre. Il était, je ne sais comment, toujours mieux informé que quiconque. C'est lui qui m'apprenait « le neuf ». Et des nouvelles de partout. Car, heureusement, je n'étais pas le seul à faire le pèlerinage de Vanves. D'autres que moi avaient be-

soin de venir boire à cette source claire. De ces entretiens, je sortais enrichi de toutes les nouvelles de notre petit monde et, aussi, du vaste monde des travailleurs en bataille sur tous les coins de la terre. J'en sortais enrichi, intellectuellement et moralement. Qui dira tous ceux qui se sont assis dans le fauteuil de Vanves ? On y trouverait sans doute des noms inattendus. Quelques noms peut-être de « superbes » qu'on avait dirigés vers cet humble. Mais surtout beaucoup de militants honnêtes du mouvement ouvrier de tous les pays, ceux qui, en travaillant sans répit pour améliorer chaque jour le sort de leurs compagnons, ne veulent pas perdre la vue des étoiles.

Ai-je toujours approuvé et n'ai-je jamais regimbé au cours de ces conversations en tête à tête ? Vous ne le voudriez pas. Monatte, le premier, ne l'aurait pas voulu. Mais, sur le principal, sur ce que je peux appeler notre raison commune de vivre et de lutter, alors, oui, nous étions bien d'accord. Je le suivais avec joie. Et maintenant encore, maintenant qu'il n'est plus, c'est sur sa route droite que je veux continuer à marcher avec ses autres compagnons.

⁂

Il n'y aura plus de pèlerinage de Vanves. Peut-être seulement, la Société des Amis de Pierre Monatte — qui doit se former — ira y dépouiller les nombreux dossiers qu'il avait constitués. Ce sera une mine d'une richesse inestimable pour l'histoire du mouvement ouvrier depuis le début du siècle. Monatte n'a pas fini de servir la classe ouvrière, d'inspirer et de soutenir nos efforts. Mais il faudra nous accoutumer à vivre et à travailler sans lui. Je suis sûr que nous ne sommes pas encore faits à cette idée. Sans lui, aurions-nous été réunis ? En tout cas, il faudra que nous le restions, maintenant qu'il nous a quittés. Nous n'avons pas d'autre moyen de lui être fidèle. Je crois même que tous ceux qui, l'autre jour au Père-Lachaise, avaient la gorge nouée tandis que se consumait le corps de notre ami, tous ceux, plus nombreux encore, que la nouvelle de sa mort a frappés comme un drame personnel, tous ces camarades devraient se rassembler autour de ce qui reste de son œuvre.

« La Révolution Prolétarienne » en fait partie. C'est lui qui l'a fondée, il y a trente-cinq ans. Il est vrai qu'elle a eu, en d'autres périodes, une audience plus grande dans le mouvement syndical. Mais elle vit, et elle maintient. Notre « R.P. » est une descendante affaiblie, mais non dégénérée, de cette « Vie Ouvrière », chef-d'œuvre de Pierre Monatte, revue exemplaire qui, jusqu'à 1922, honora le mouvement ouvrier français. Je dis que nous n'avons pas le droit moral de la laisser s'étioler et disparaître. C'est alors que Monatte serait mort. Et les survivants pourraient se regarder avec accablement et avec honte.

On nous dit souvent, et on écrit quelquefois, que « La Révolution Prolétarienne » et Pierre Monatte représentent le passé, et une belle espérance morte. Et l'on consent encore à tirer son chapeau. Mais, comme la Charte d'Amiens et autres respectables reliques, tout cela — on nous l'assure avec condescendance — ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui. Que diable ! Il faut marcher avec son temps. Regardez seulement autour de vous. Oh ! certes, dans ce qu'on nous montre alors, nous ne reconnaissons pas le syndicalisme de Pierre Monatte. Mais ces « réalistes » nous font rire qui, en lorgnant le bout de leur nez, s'imaginent qu'ils sont au bout du monde. Aussi bien qu'eux, nous voyons le monde tel qu'il est. Mais nous sommes des révolutionnaires parce que nous ne l'acceptons pas tel qu'il est. Les jeunes ne vous suivent pas, nous crient encore les réalistes ! Mais les suivent-ils davantage ? Ces jeunes travailleurs d'un monde que nous voyons, en effet, changer sous nos yeux, il faut que nous allions les chercher. Quoi de plus exaltant pour eux que l'exemple de Pierre Monatte ? Celui-ci a réussi sa vie parce qu'il a joint à la pratique de l'ouvrier consciencieux, l'obstination du militant, la méthode de l'organisateur, l'ardeur du révolutionnaire, la morale de l'homme libre et du citoyen du monde.

Raymond GUILLORE.

L'émission radiophonique consacrée à Pierre Monatte

Nous croyons devoir reproduire le texte de l'Emission du travail du 2 juillet 1960 consacrée par la Radio française à Pierre Monatte. Présentée par André Viaud, elle fut assurée par Chambelland.

Pierre Monatte, militant syndicaliste, fondateur en 1909 de la revue « La Vie Ouvrière », repose depuis avant-hier au Columbarium du Père-Lachaise, tout près des cendres de Bourderon, le pèlerin de Zimmerwald et de Kienthal.

C'est encore un des rares survivants du célèbre congrès confédéral d'Amiens de 1906 qui disparaît.

Comme Jules Vallès, Monatte naquit en Haute-Loire.

Son père était forgeron, sa mère dentellière.

Comme Jules Vallès, Monatte était bachelier.

Né en 1881, il prit sa première carte syndicale en 1902, devint correcteur d'imprimerie et il appartient dès lors à la Fédération du Livre, dont il resta membre jusqu'à sa mort.

Le trait dominant de Pierre Monatte fut la fidélité.

A travers toutes les scissions, il resta fidèle à son syndicat d'origine.

Il fonda la revue « La Vie Ouvrière » en disant qu'elle serait une revue d'action. Cette modeste petite revue à couverture grise parut de 1909 à 1914. Sa collection constitue encore aujourd'hui un ensemble incomparable sur le mouvement syndical français et international. En 1914, après avoir démissionné du comité confédéral, il fit toute la guerre dans les tranchées.

Sa fidélité au mouvement syndical lui valut, en 1920, d'être emprisonné préventivement, lors de la grève des cheminots. Ce prétendu complot contre la sûreté de l'Etat se termina, après dix mois, par un acquittement général.

Monatte avait salué avec enthousiasme la Révolution russe. Mais il fut des premiers à combattre le stalinisme, à réclamer la liberté de discussion dans le parti, dont il fut exclu en 1924. Il fonda alors la revue « La Révolution Prolétarienne » qui paraît encore aujourd'hui et qui lutte pour l'indépendance et pour l'unité syndicales.

Lors du procès d'assises de 1921, Romain Rolland avait apporté son témoignage à Pierre Monatte dans les termes que voici :

« Je regarde Monatte comme une des personnali-
« tés les plus droites que j'aie rencontrées. D'une
« entière loyauté, absolument sincère, il est de ceux.
« très rares, qui agissent comme ils parlent, qui par-
« lent comme ils pensent. Son esprit réfléchi, scru-
« puleux, parfaitement pondéré, mais qui va jus-
« qu'au bout de sa pensée, ne recule jamais devant
« la vérité. »

Ce témoignage du grand écrivain s'applique à la vie tout entière du syndicaliste Pierre Monatte.

L'HUMANISME OUVRIER DE PIERRE MONATTE

La vie et l'œuvre de Pierre Monatte pourraient se résumer dans les titres des deux revues qu'il a fondées, l'une en 1909 : *la Vie Ouvrière*, l'autre en 1925, *la Révolution Prolétarienne*.

Sans doute les circonstances expliquent-elles le changement de titre. *La Vie Ouvrière* en 1909, comme *la Révolution Prolétarienne* en 1925, devait être l'expression d'une coopérative intellectuelle pour militants ouvriers, une revue où des militants échangeaient des commentaires de l'actualité et des documents, non des doctrines ou des idées toutes faites, mais des matériaux pour élaborer leur opinion personnelle. construire leurs propres idées.

Mais en 1919 *la Vie Ouvrière* avait changé de forme, d'aspect et de but. Devenue hebdomadaire de combat, elle voulait arracher la classe ouvrière aux séquelles de la politique de guerre et d'Union sacrée, prolonger en France la *Révolution internationale* inaugurée en Russie en octobre 1917.

Le choix décisif au carrefour

Cette période de violente transition attend encore son historien. Elle fut courte sans doute, parce qu'elle se situe à ce que l'on pourrait appeler une crise de carrefour. Dans mon article de la dernière *R.P.* (juin 1960 : *Justification de nos partis pris*), je rappelais la brièveté du moment « jacobin » de la Révolution française (deux années). Le communisme de guerre en Russie ne dura que d'octobre 1917 au début de 1921 (parution du grand article de Lénine sur *l'impôt alimentaire*, prologue de *la Nouvelle politique économique)*. La Commune de Paris du 18 mars à la fin mai 1871 n'a pas duré un trimestre.

Pierre Monatte fut incontestablement l'homme de ce carrefour. C'est-à-dire l'homme des choix décisifs. Il n'avait pas quarante ans en 1919. Il portait déjà un passé digne de marquer définitivement une existence. N'ayant rien abandonné en 1914, hostile à l'Union sacrée dès la mobilisation générale, sa démission du Comité confédéral national de la C.G.T. en décembre 1914 marqua la fin d'une première étape et la rupture brutale avec la politique de guerre.

Mais en 1919 il représentait aussi les anciens combattants, ceux dont la révolte à leur démobilisation animait et passionnait les tumultueux cortèges du 6 avril 1919 (protestation contre l'acquittement de l'assassin de Jaurès), du Premier Mai 1919 et de cette contre-manifestation du 14 juillet 1919 qui, dispersée par la police, rejetée loin de la kermesse du défilé de la Victoire, regroupa ses morceaux sur les hauteurs de Belleville, non loin de la rue des Mignottes (devenue depuis rue Arthur-Rozier) où Monatte habitait.

Enfin, il avait adhéré totalement à la Révolution russe d'octobre 1917. Pour lui, comme pour Rosmer, elle portait les visages des révolutionnaires russes connus à Paris, et particulièrement de Léon Trotsky.

Le socialisme exclusivement ouvrier de la C.G.T. d'avant 1914, la résistance internationaliste à la guerre, l'esprit zimmerwaldien, la révolte de la piétaille des tranchées contre tous les responsables de la guerre, la confiance en l'Octobre russe... ces idées et sentiments confus, violents, fébriles qui animaient la cohue au carrefour de 1919, s'éclairaient, se définissaient et se classaient dans l'esprit foncièrement cartésien et classique de Pierre Monatte.

En vacances, avec Léo...

La classe hors de la cohue

C'est *la Vie Ouvrière*, *le Comité de la Troisième Internationale*, prolongement du *Comité pour la reprise des relations internationales*, la minorité zimmerwaldienne du Parti socialiste, la minorité révolutionnaire de la C. G. T., qui furent impliqués dans le grand « complot » monté par le gouvernement en 1920, lors de la grève des cheminots. Quatre têtes : *Pierre Monatte, Fernand Loriot, Boris Souvarine* et *Gaston Monmousseau*, avec quelques militants qui avaient fondé un Parti communiste et une Fédération française des Soviets, anticipations hasardeuses, sans lendemain.

Des quatre têtes, deux survivent : Souvarine et Monmousseau. Ce sont les deux morts que nous voulons évoquer ici.

Fernand Loriot nous a quittés vingt-huit ans avant Pierre Monatte. Ce grand bonhomme qui avait personnifié pendant la guerre le socialisme international et qui avait, en 1917, au risque de sa vie, apporté à un Lénine encore proscrit en Suisse, un témoignage de solidarité singulièrement édifiant, nous rejoignit à *la Révolution Prolétarienne*, après avoir vécu deux expériences décevantes : celle du Parti communiste de 1920 à 1922, celle de l'opposition communiste de 1925 à 1927.

D'autres parleront du complot et de son dénouement, aussi de cette effervescence révolutionnaire de 1919, du reflux de 1920, des deux conclusions provisoires de l'action minoritaire : la scission socialiste de 1920, la scission confédérale consommée en fin d'année 1921.

La révolte des survivants de la guerre s'était brisée en France et en Allemagne contre des institutions d'Etat, demeurées intactes et solides. La masse laissa écraser la révolution spartakiste en Allemagne et dans sa majorité élit en France cette

fameuse Chambre « bleu horizon », dominée par le Bloc National qui ne laissa partir Clemenceau que pour porter à la présidence de la République : Millerand (personnification de la trahison du socialisme) et deux ans plus tard à la présidence du Conseil, Poincaré (l'homme de la guerre de revanche et de la paix casquée).

La cohue dispersée, Monatte restait simplement l'homme de la classe ouvrière, de la nouvelle Internationale fondée à Zimmerwald, dont l'Octobre russe de 1917 avait porté au pouvoir l'avant-garde révolutionnaire.

De 1921 à 1924, trois gestes symboliques exprimèrent ces choix difficiles, aussi lourds de sens que sa démission du Comité confédéral national, à la fin du premier trimestre de guerre.

Il fallait d'abord confirmer ce que la Charte d'Amiens de 1906 avait formulé comme caractères essentiels du syndicalisme : *l'unité de la classe ouvrière, l'indépendance de l'organisation syndicale.* Les légitimes colères de l'opposition de guerre, les magnifiques espoirs révolutionnaires d'octobre 1917 avaient quelque peu estompé les claires notions du « socialisme ouvrier ». Celui-ci attendait des travailleurs, parce que salariés, qu'ils montent tous de la revendication à la révolution, et que cette « ascension » soit consciente et volontaire.

Le syndicalisme ne peut se soumettre au « préalable » de la liaison permanente avec un parti révolutionnaire voué exclusivement à l'insurrection et au pouvoir politique.

Décidé à lutter contre la scission confédérale qu'il prévoyait, premier promoteur en France d'un authentique « Front unique ouvrier », Monatte, pour reprendre sa liberté d'action, abandonna *la Vie Ouvrière.* Il la laissa malheureusement à ceux qui, dans la minorité de la C.G.T., paraissaient les plus décidés à défendre l'indépendance syndicale. Il fut victime d'un véritable abus de confiance. On sait que ses indignes successeurs devinrent rapidement les plus dociles suppôts du stalinisme. Ils lui ont volé, ils nous ont volé *la Vie Ouvrière.*

Vie ouvrière, mouvement ouvrier

La Vie Ouvrière de 1909 avait déjà repris à son compte l'héritage de Fernand Pelloutier et du syndicalisme révolutionnaire de 1906, de la Charte d'Amiens. Le titre suffisait. Car pour Monatte ce n'était pas l'idéal révolutionnaire qui devait influencer la vie ouvrière, *c'était la vie ouvrière qui devait porter l'idéal révolutionnaire.* La vie, c'est-à-dire le mouvement, le mouvement qui selon l'admirable formule de la Charte d'Amiens, anime l'ouvrier, parce qu'il découle de la condition de salarié. Monatte a-t-il été l'un des premiers à employer cette expression ? Ce que nous savons, c'est qu'il l'employait habituellement, sans épithète, sans complément, comme suffisant pour caractériser la cause à laquelle il s'était voué. *La vie, le mouvement ouvrier, la lutte ouvrière.* Cet homme que nous avons toujours connu, ne se déplaçant que d'un pas mesuré, presque lourd, dont le corps trapu et ramassé ne fut jamais secoué par les soubresauts de l'agitation fébrile ni par les frissons de la peur physique, qui émergeait en son cabinet de travail de falaises de livres et de montagnes de revues et brochures, aurait pu prendre comme devise les vers de Victor Hugo :

Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent...

et dire comme Goethe : *J'ai été un homme, c'est-à-dire un lutteur.*

Lorsque la guerre éclata, en 1914, âgé de 33 ans, il avait derrière lui un passé qui suffirait à plusieurs existences complètes. Il était, en 1904, au congrès de Bourges de la C.G.T. qui décida le Premier Mai 1906. Il était en 1907 au congrès anarchiste d'Amsterdam qui opposa le réalisme de son syndicalisme révolutionnaire aux utopies, aux rêves, à la fulgurante et vaine fantasmagorie du romantisme anarchiste. Il participa au congrès qui vota, presque unanimement, la Charte d'Amiens de 1906. Emprisonné sous Clemenceau, exilé en Suisse où il rencontra Brupbacher qu'il édifia si profondément, il ne fonda *la Vie Ouvrière* en 1909 qu'en réaction contre le reflux du syndicalisme, qu'en prévision de la corruption qu'il pressentait. En 1914, il lui suffisait de ne rien oublier, de demeurer tel qu'il était avant, pour se révéler héroïque.

Constance ouvrière

Lorsque « nés de la guerre » nous nous sommes jetés dans le tourbillon de 1919, la lutte de Monatte au comité confédéral de 1914 figurait dans notre anthologie de l'héroïsme pacifiste, avec *Au-dessus de la mêlée,* de Romain Rolland, la *déclaration* de Karl Liebknecht, *le Feu* de Barbusse et *les Temps maudits,* de Marcel Martinet. « *A ce moment-là,* dira plus tard Monatte, *il suffisait d'être pacifiste pour être révolutionnaire.* » Comme toujours, l'accident « glorieux » cachait l'essentiel. Ni Romain Rolland, ni Barbusse, ni Liebknecht ne pouvaient dire ce que Monatte avait dit : *que la classe ouvrière ne devait accepter aucune responsabilité dans la guerre, parce que rien ne pouvait justifier la négation, même provisoire, de la lutte des classes.*

Les deux gestes de démission qui suivirent s'inspirent encore de cette constance.

En 1921, il avait laissé *la Vie Ouvrière* à ceux qui devaient la défigurer. Admettant comme nous — avec beaucoup plus de réticences que nous — la possibilité d'un parti ouvrier et révolutionnaire, d'un style nouveau, il entra à la rédaction de *l'Humanité,* dont il dirigea la page sociale.

Il en sortit une première fois, à la fin de 1922, lorsque des politiciens à la Frossard, essayant de maintenir l'ancienne chose sous un mot nouveau, envisageaient la rupture du Parti avec la Révolution russe. Il en sortit, cette fois, définitivement, en 1924, lorsqu'il pressentit le sort que les héritiers de Lénine réservaient à l'apanage d'Octobre 1917.

Et c'est de cette rupture que naquit *la Révolution Prolétarienne* en 1925.

Il fallait un nouveau titre pour la revue par laquelle Monatte voulait continuer l'œuvre entreprise en 1909. Certes, *la Vie Ouvrière* portait l'idéal révolutionnaire, mais celui-ci renié par certains était frauduleusement exploité par d'autres. Il devenait nécessaire de rappeler que la Révolution ne pouvait être accomplie que *par* et *pour* le prolétariat, que la dictature du prolétariat, c'était, selon l'heureuse formule de Louzon, *la liberté pour le prolétariat,* que même si en France et dans les démocraties occidentales la classe ouvrière sortait de la condition prolétarienne, la volonté révolutionnaire subsisterait tant qu'il y aurait dans le monde des prolétariats, au sens strict du mot.

Animée par Pierre Monatte, l'équipe de *la Révolution Prolétarienne* de 1925 à 1939, a lutté *pour l'unité ouvrière, contre la liquidation des conquêtes et des combattants d'Octobre 1917 en Russie, contre la surexploitation colonialiste, contre l'avilissement de l'homme dans le révolutionnaire par le totalitarisme stalinien, contre l'avilissement de l'homme dans l'ouvrier par la rationalisation capitaliste.*

La dernière guerre, qui détruisit tant d'institutions, qui pulvérisa tant de consciences, n'altéra rien dans l'âme de Monatte. Il fut aussi hostile

aux aberrations de la révolution nationale et aux atrocités du nazisme, qu'aux outrances nationalistes, aux sordides et ignobles règlements de comptes, à l'hystérie germanophobe qui discréditèrent une Résistance si noble en son principe et dont lui — avec sa clairvoyance habituelle — n'attendait rien de plus que *le rétablissement des libertés ouvrières*. Rien de plus, mais pour lui, c'était l'essentiel.

Et pendant ces quinze dernières années, si sa santé nous a inspiré souvent quelque inquiétude, jamais nous n'avons douté de la parfaite lucidité, de la solidité inébranlable de son esprit.

Ceux qui l'ont entendu en ces dernières années, lors de conversations particulières, savent que, par un véritable miracle, lui qui paraissait isolé, il sentait les grands courants extérieurs, mieux que ses compagnons et visiteurs secoués par l'actualité. C'est qu'il possédait la qualité essentielle du militant : une intuition presque géniale. Il faut une boussole sûre pour suivre les lacets de la route et s'engager sur le sentier embrumé. Il n'était pas le gardien des ruines historiques, ou le meunier du conte qui broie de la poussière tandis que le blé monte à la minoterie moderne. Mais il avait le droit de recommander aux manœuvres des moulins industriels de connaître et d'apprécier leur farine, comme le vieux meunier d'autrefois.

Dans ses brochures, dans son carnet et ses articles de *la Révolution Prolétarienne*, dans ses études parues dans *Confrontations, Témoins, Preuves, l'Actualité de l'Histoire*, il a confirmé le double choix de sa jeunesse. Recommandant la vigilance à l'égard d'un système qui a dépassé le nazisme par ses atrocités et ses impostures, il n'a jamais accepté l'écrasement ou la mutilation de l'internationalisme ouvrier par l'un ou l'autre des deux blocs de puissances. Ennemi impitoyable des colonisateurs de la C.G.T., il n'a jamais méprisé la classe ouvrière dupée par eux ; et parmi ses derniers articles de la *R.P.*, l'un des plus significatifs exprimait son adhésion au mouvement pour l'unité syndicale dans un syndicalisme démocratique. Par delà le rideau de fer, il entendait les messages des travailleurs de l'Empire russe et de l'Empire chinois. Et tout dernièrement encore, les provocations germanophobes de M. Khrouchtchev provoquaient une de ses dernières colères.

Constance de l'homme

De tout cela, de cette fidélité, de cette intuition, de cette clairvoyance, on conviendra peut-être, avec plus ou moins de réticences. Mais les moins prévenus, les plus proches de nous, s'ils n'ont pas vécu près de Monatte, ignoreront peut-être ce qui le distinguait essentiellement de nous tous, même des plus éminents d'entre nous.

C'était la qualité exceptionnelle de l'homme. Non seulement par ses vertus propres. Mais aussi par ce parti pris de chercher l'homme à travers le militant, le partisan, sous l'uniforme, et le découvrir.

Dur pour les autres, comme pour lui-même, sévère pour les défaillances morales comme pour les négligences dans le travail, il soulignait avec une sorte de complaisance tous les mauvais côtés du comportement humain. Et on ne gagnait son amitié toujours vigilante, sa confiance toujours contrôlée qu'après avoir meurtri sa petite vanité au gant de crin de son jugement direct.

Je n'ai guère le courage de dire ici ce qui se cachait de bonté et même de tendresse derrière ce front monumental. Il fallait beaucoup de patience pour pénétrer dans ce domaine secret. Discrétion, haine du pharisaïsme sans nul doute. Aussi volonté tenue jusqu'au bout de ne dire et écrire que ce qu'il croyait strictement utile. On l'a vu pleurer aux enterrements de Merrheim, de notre grand César Hattenberger, de mon pauvre Henri Fulconis. C'était insolite. Son émotion se traduisait ordinairement par une voix timide, un essoufflement rapide, un regard voilé et surtout un lourd silence. Seul, il eut le courage, pendant l'occupation, de dire à Georges Yvetot, que tous blâmaient... clandestinement, qu'il était déshonorant d'accepter une fonction rétribuée par les services allemands. L'autre dit tristement : « Que veux-tu ? Je la crève ! ». Et, rapportant cela, Monatte concluait : « Allez donc répondre à cela ! »

Ce que nous savons tous, c'est que sévère pour ceux qu'il voulait autour de lui, rigoureux à l'égard des défaillances morales et des lâches compromissions, il tentait toujours d'apprécier le rendement de tous, même des plus médiocres. « Un mouvement sain aurait pu l'utiliser », me disait-il, tout dernièrement, à propos d'un « simili grand homme. »

Sa fidélité à l'esprit de classe reste la dominante de toute sa vie. Mais la classe ouvrière, pour lui, ce n'était pas une masse anonyme, abstraite, une entité utilisable dans de savantes et fructueuses opérations.

C'étaient d'abord des hommes et des femmes, dont il fallait partager la vie, sentir les misères, souffrir des insuffisances avant de leur communiquer nos espoirs. Etre un homme comme eux dans le présent, afin de se révéler tels qu'ils doivent devenir.

Le pacifisme, c'est dans les tranchées que l'on pouvait en sentir et en comprendre la nécessité. La lutte ouvrière, c'est dans l'atelier que l'on en acquiert la conscience et la volonté d'y participer. Refus de parvenir ! Refus du privilège ! Refus de l'exemption et de l'exception ! En soixante années de vie active, quelques mois dans le journalisme rétribué... quatre années de tranchées... le reste à l'atelier ou dans une retraite de pauvre.

A son premier congrès d'après-guerre, à Lyon en 1919, il avait jeté à la face des leaders du syndicalisme d'union sacrée, la phrase par laquelle Renan explique Judas : « *En lui, l'administrateur avait tué l'apôtre* ». Monatte — toujours son entêtement utilitaire — a souvent voulu être administrateur. Il n'est pas certain qu'il ait toujours réussi. Il n'avait pas à *vouloir* être un apôtre. Il l'était par vocation innée. Et quelques jours avant sa mort, sur son lit d'hôpital, il nous invitait à secouer le dormeur, à briser les résignations honteuses, à troubler les satisfactions béates.

Homme du mouvement ! Négligeait-il la fin ? Non, certes. Mais, comme Loriot, il maudissait l'ignoble alibi : *la fin justifie les moyens*. Pour lui, *c'étaient bien les moyens qui justifiaient la fin*. Les moyens... et les hommes. Pour nous, aujourd'hui, nous savons bien que ce fut pendant quarante ans, la présence de Monatte qui justifie, malgré tant de motifs de désespoir, notre certitude dans une fin noble et pure.

Roger HAGNAUER.

A tous ceux et à toutes celles qui ont exprimé leur douleur devant la disparition de Pierre Monatte, Madame Léo MONATTE et tous les amis de Pierre Monatte adressent leurs remerciements.

Merci aux organisations : Syndicat national des instituteurs, Syndicat des correcteurs, Union des Syndicats des Travailleurs algériens, P.T.T. Force Ouvrière de l'Ile-de-France, l'Union des Syndicalistes.

Les témoignages reçus seront conservés. Ils trouveront leur place dans la revue.

HISTOIRE du PREMIER MAI

(1886-1906)

Le meilleur hommage à rendre à Pierre Monatte, c'est de faire connaître ses écrits. Déjà, dans le numéro de ses 70 ans, nous avions publié des « Pages choisies » :

Son reportage sur Courrières ;

Le discours de 1907 au Congrès anarchiste d'Amsterdam ;

Sa lettre de démission du Comité confédéral en 1914 ;

Ses réflexions sur l'avenir syndical, de 1917 ;

La circulaire de lancement de la Vie Ouvrière *en 1919 ;*

Son discours au Congrès confédéral de Lyon ;

Son article de 1946 : « Où va la C.G.T. ? » ;

Et celui de 1949 : « Destin du syndicalisme ».

***

Pour reprendre la publication des écrits essentiels de notre ami disparu, nous avons choisi l'étude qu'il avait écrite pour sa *revue en 1914 « Histoire du Premier Mai ». Publié en avril 1914, ce document essentiel de l'histoire ouvrière fut quelque peu oublié, dans le fracas des événements.*

Il est donc utile de le reproduire pour les lecteurs de la Révolution prolétarienne.

Remontons le passé du Premier Mai, parcourons le chemin de son histoire. Ce chemin est plein d'intérêt ; il va droit, à travers le mouvement ouvrier de ces trente dernières années : bon petit chemin de plaine quand la classe ouvrière est sans confiance dans sa force, sans espoir dans son avenir ; au contraire, chemin de montagne, découvrant de larges horizons, quand la classe ouvrière a repris vigueur et qu'elle prépare la bataille.

Le sort du Premier Mai est lié à celui de la journée de huit heures. Depuis le 1er mai 1886, jour choisi par les ouvriers américains pour leur premier grand mouvement en faveur de la conquête par voie directe de la réduction des heures de travail, le Premier Mai a été comme un vaste rendez-vous des travailleurs décidés à obtenir une diminution de leur temps de travail.

Mais l'esprit qui animait les ouvriers américains se corrompit à traverser l'Océan sur la barque de la social-démocratie. Pour l'American Federation of Labor, la conquête de la journée de huit heures devait être le prix d'une bataille entre les ouvriers et les patrons. Conquête directe, là-bas; ici, conquête légale, sommation ou recours aux pouvoirs publics. Pour revenir à l'idée de la conquête directe, il a fallu en France l'expérience et la désillusion de quinze années de parlementarisme.

Le Premier Mai a suivi ces oscillations de la conscience ouvrière. De 1886 à 1890, il a été marqué par de grandes grèves américaines. De 1890 à 1904, il ne l'a été que par des cortèges et des pétitions aux hôtels de ville. Depuis 1904, enfin, il a repris sa première forme et pour n'avoir pas revêtu l'ampleur du Premier Mai 1906, ceux qui ont suivi n'ont fait qu'appuyer l'affirmation énoncée au Congrès de Bourges que les travailleurs n'obtiendront que ce qu'ils seront capables d'imposer, ce qu'ils seront en mesure d'enlever par la vigueur de leurs organisations et de leur action.

Sur la démonstration du Premier Mai sont venus se brancher des événements extra-économiques. On a presque oublié que toute la période terroriste anarchiste des années 1892, 1893, 1894, eut son point de départ, sa cause initiale dans l'un des incidents qui signalèrent le Premier Mai 1891, un incident passé à peu près inaperçu à l'époque, dans la tempête d'indignation que souleva le meurtre de Fourmies.

Il est impossible de ne pas situer ces événements à la place qui leur revient dans un historique du Premier Mai, si rapide soit-il, comme il est impossible de passer sous silence les premières batailles livrées pour la journée de huit heures par les ouvriers anglais, en 1833 et 1834.

I. — LA GREVE GENERALE POUR LES HUIT HEURES EN ANGLETERRE (1833-1834)

Le premier mouvement pour la conquête des huit heures ne s'est pas produit aux Etats-Unis, mais en Angleterre, non pas en 1886, mais en 1833-34. Malheureusement, cette période de l'histoire de la classe ouvrière anglaise est fort mal connue. C'est la période du « chartisme ».

Engagée d'abord par les organisations composant l' « Union générale des classes productrices », la lutte pour les huit heures coudoya la lutte pour le suffrage universel, marcha parallèlement et se confondit même avec elle, jusqu'au désastre qui les engloutit l'une et l'autre en 1848. Mais, dès 1844, l'agitation politique avait pris le pas sur l'agitation économique.

Il serait curieux, cependant, de faire revivre cette époque des débuts du mouvement ouvrier anglais, et de pouvoir connaître et examiner les causes qui en amenèrent exactement l'échec.

Une « rage de trade-unionisme » souffla sur les ouvriers, disent Béatrice et Sydney Webb :

Rien dans les annales de l'Unionisme de notre pays n'égale en quelque manière la rapidité du développement qui s'ensuivit. En quelques semaines, nous voyons l'Union réunir un demi-million de membres, comprenant des dizaines de mille ouvriers des champs et des femmes...

En 1833, on rapporte qu'il existe à peine une branche de métier dans l'ouest de l'Ecosse qui ne soit pas organisée en Union. Le *Times* rapporte que deux délégués venus à Hull enrôlèrent, dans une seule soirée, un millier d'hommes de différents métiers. A Exeter, les deux délégués furent arrêtés par la police et trouvés en possession de deux « haches de combat, de deux grands coutelas, deux masques, deux vêtements de robes d'étoffe blanche, une grande figure de la Mort avec sa faulx et son sablier, une Bible et un Nouveau Testament ». Des employés de magasin, d'une part, de l'autre des ouvriers ramoneurs furent saisis dans le tourbillon. Les ébénistes de Belfast réclamèrent d'entrer dans la Trade-Union ou société amicale, qui a pour objet de réunir tous les ébénistes des trois royaumes ». Nous entendons parler d' « Union des ouvriers des champs » jusqu'en Pertshire, et d'une « Union de tondeurs de laine » à Dundee. Et le caractère rural qu'avaient alors les faubourgs de la métropole nous est curieusement montré par l'annonce d'une « Union des ouvriers agricoles » de Kensigton, Walham, Green et Hammersmith.

Les femmes n'étaient pas mises de côté. La

« Grande Loge des femmes de Grande-Bretagne et d'Irlande », et la « Loge des travailleurs » demandent avec indignation si l' « Ordre des travailleurs » a réellement l'intention d'interdire aux femmes de faire des gilets. On ne sait pas très bien si la Grande Union nationale consolidée des métiers eut quelque rapport avec les loges des « Femmes jardiniers » et des « Vieilles filles », qui, plus tard, attirèrent l'attention en s'insurgeant pour réclamer la journée de huit heures, à Oldham.

Comment les affaires de cette colossale fédération étaient administrées, nous ne le savons pas très bien. Une espèce de comité exécutif siégeait à Londres, avec quatre officiers payés. La nécessité d'une administration d'Etat était certainement grande. La politique avouée de la Fédération était d'inaugurer une grève générale des salariés dans tout le pays (1).

De nombreux conflits éclatèrent dans tous les centres industriels ; l'un de ceux qui frappèrent le plus fortement l'opinion fut la grève des gaziers de Londres. Les ouvriers des diverses compagnies de gaz s'étaient organisés afin de poser ensemble leurs revendications et, celles-ci repoussées, de quitter ensemble le travail. Ce projet ne put aboutir que partiellement. Mises en éveil, les compagnies renouvelèrent leur personnel syndiqué. Au commencement de mars 1834, Westminster, durant plusieurs jours, fut plongé dans l'obscurité.

Les années 1829 et 1830 avaient été remplies d'émeutes de paysans contre les grands fermiers des comtés du Sud, accompagnées de bris de machines, d'incendies de meules. Cette révolte paysanne fut écrasée par la troupe et par la réunion d'une commission d'assises appelée à juger plus de 1.000 prisonniers.

En décembre 1833, une grande Union, celle des tailleurs de Londres, déclara la grève de la corporation afin d'obtenir une diminution des heures de travail. 20.000 ouvriers firent grève.

Les fileurs de coton, après une longue période d'agitation menée par Doherty et Fielden, décidaient une grève générale de tous les cotonniers pour le 1er mars 1834 afin d'obtenir les huit heures : « Le plan — écrit Fielden à Colbett — est que, vers le 1er mars prochain où le « bill » limite la durée du travail pour les enfants au-dessous de onze ans à huit heures par jour, ceux au-dessus de cet âge, jeunes gens et adultes, devraient réclamer la journée de huit heures et que leurs salaires hebdomadaires actuels pour une semaine de soixante-neuf heures fussent les salaires minima pour une semaine de quarante-huit heures après cette date. » Fielden ajoute que s'ils se proposent de l'obtenir par une grève plutôt que par la législation, c'est sur le conseil de lord Althorpe qui les a convaincus qu'ils devaient la conquérir par eux-mêmes (2).

Doherty était l'un des propagandistes de la « Société pour la régénération humaine », fondée en 1833 par Owen. Et c'est au grand socialiste anglais qu'il faut demander l'interprétation des grands espoirs qui soulevaient à ce moment toute la classe ouvrière britannique.

Dans un catéchisme à l'usage des travailleurs, il avait résumé les raisons qui militent en faveur de la journée de huit heures. Voici les réponses à la quatorzième question de ce catéchisme :

1° Parce que c'est la durée de travail la plus longue que l'espèce humaine — en tenant compte de la vigueur moyenne et en accordant aux faibles le droit à l'existence comme aux forts — puisse endurer et rester en bonne santé, intelligente et heureuse ;

2° Parce que les découvertes modernes en chimie et en mécanique suppriment la nécessité de demander un plus long effort physique ;

3° Parce que huit heures de travail et une bonne organisation du travail peuvent créer une surabondance de richesses pour tous ;

4° Parce que personne n'a le droit d'exiger de ses semblables un plus long travail que celui qui est en général nécessaire à la société, simplement dans le but de s'enrichir en faisant des pauvres ;

5° Parce que le véritable intérêt de chacun est que tous les êtres humains soient bien portants, intelligents, contents et riches.

La conquête des huit heures ne formait pas l'unique objectif de ce hardi mouvement ; elle n'était que la première et la plus immédiate des améliorations. Le but était plus haut : transformer complètement la société, organiser la production. Les programmes politiques étaient vains. Vain aussi l'espoir en les députés ; les travailleurs devaient faire leurs affaires eux-mêmes.

Par ses leçons (d'Owen), les Trade-Unionistes arrivèrent à croire qu'il était possible, par l'action universelle et non politique de la masse des salariés, de faire monter les salaires et de diminuer les heures de travail « jusqu'à un point, affirme Place, qui, à une époque très peu éloignée, leur donnerait l'intégralité de leur travail ».

... Les capitalistes et les administrateurs actuels étaient considérés comme des usurpateurs à remplacer aussitôt que possible par des représentants élus des associations volontaires et sectionnelles de producteurs. Dans le système proposé par Owen, les instruments de production devaient devenir la propriété, non de toute la communauté, mais de la division particulière des travailleurs qui les utilisait. Les Trade-Unions devaient être transformées en « Compagnies Nationales » pour faire marcher toutes les manufactures. L'Union agricole devait prendre possession du sol, l'Union des mineurs, des mines, l'Union des textiles, des filatures. Chaque métier devait être exploité par sa propre Union professionnelle, centralisée en une « Grande Loge » (3).

Cet orgueilleux et vaste mouvement devait être brisé. La grève générale des cotonniers fixée au 1er mars 1834, fut remise au 2 juin, puis au 1er septembre. Finalement, elle n'eut pas lieu. Le lock-out du bâtiment, en juillet 1834, à Londres, ruina l'Union du Bâtiment. Les patrons londoniens, inquiets de la résistance opposée au marchandage et au travail aux pièces, à propos d'un insignifiant boycott d'une brasserie, décidèrent de frapper un grand coup. Les ouvriers résistèrent jusqu'en novembre. Mais ils durent retourner au travail en signant le « document » imposé par les entrepreneurs, par lequel ils s'engageaient à ne faire partie d'aucune Union.

Le patronat trouva auprès du gouvernement l'appui nécessaire pour vaincre l' « Union générale des classes productrices » :

Quand nous primes nos fonctions en novembre dernier (1830), — écrit lord Melbourne, le secrétaire d'Etat whig de l'intérieur, à sir Herbert Taylor, — les Unions corporatives du nord de l'Angleterre et d'autres parties du pays pour faire monter les salaires, etc., et l'Union générale, pour le même objet, me furent désignées par sir Robert Peel (le secrétaire d'Etat de l'intérieur tory sortant), dans une conversation que j'eus avec lui sur l'état présent du pays, comme la difficulté et le danger les plus formidables avec lesquels j'aurais à lutter ; et cela me frappa aussi bien que les autres personnes au service de Sa Majesté (4).

Aucune mesure judiciaire ne fut trop rigoureuse contre ce « danger » ouvrier qu'il était assez

(1) B. et S. Webb, **Histoire du Trade-Unionisme**, trad. fr. d'Albert Métin, pp. 136, 137, 138.

(2) B. et S. Webb, **Histoire du Trade-Unionisme**, trad. fr., p. 135.

(3) B. et S. Webb, **Histoire du Trade-Unionisme**, trad. fr., pp. 163-164.

(4) Cité par Webb.

plaisant de voir un ministre tory signaler à son successeur et ennemi politique, un ministre whig.

Une enquête gouvernementale recueillit les doléances patronales. Une répression implacable s'exerça. Le « picketing » (5) fut interdit. Dix-sept tanneurs de Bermondsey, en février 1834, furent condamnés à la prison « pour le crime d'avoir abandonné leur travail sans l'achever ». Une vieille loi punissant sévèrement ceux qui faisaient prêter serment pour une société illégale fut remise en vigueur et appliquée à six journaliers agricoles de Dorchester qui se virent infliger, eux qui n'avaient accompli aucun acte d'intimidation ni de grève, sept années de déportation. Cette scandaleuse condamnation provoqua une grandiose manifestation à Londres. Toutes les Unions se resserrèrent pour ce jour autour de leur organisation centrale. Un cortège de 100.000 ouvriers processionna. Ce fut la première des grandes manifestations anglaises.

Ce fut l'apogée de l' « Union générale des classes productrices ». Elle fut disloquée par les échecs, par l'offensive patronale, par la répression gouvernementale. Ce merveilleux mouvement, cette formidable agitation en faveur de la journée de huit heures, de la grève générale, de la prise de possession des instruments de production sombraient pour ne plus remonter à la surface dans l'histoire du prolétariat anglais.

II. — Le Premier Mai aux Etats-Unis (1886-1890)

C'est dans les pays d'émigration anglaise — en Australie et aux Etats-Unis — que se retrouvent après l'échec du chartisme, longtemps après, des tentatives en vue d'obtenir les huit heures.

Au premier « Congrès industriel des Etats-Unis », tenu à New-York, en 1845, il est question de la réduction légale à dix heures. Des grèves nombreuses éclatent ; quelques Etats accordent la loi. Mais la volonté d'arracher les huit heures ne s'éveille vraiment qu'au commencement de 1866, à la nouvelle que les ouvriers maçons de la colonie de Victoria, en Australie, l'ont imposée. Aussitôt, les ouvriers du bâtiment s'agitèrent pour l'obtenir aussi et le Congrès des Etats-Unis fut saisi de huit projets de loi tendant à donner à la journée de huit heures un caractère légal.

« Au printemps de la même année, les délégués de 60 organisations, les unes secrètes, les autres ouvertes, y compris une douzaine d'Unions nationales, tinrent à Baltimore le Congrès national du travail... Des comités furent nommés pour étudier la réduction de la journée de travail à huit heures, l'emploi de l'action politique et l'établissement d'une organisation nationale à l'état permanent » (6).

Jusqu'à la convention de Chicago (octobre 1884) la journée de huit heures fut inscrite parmi les réformes à attendre de la législation. Les Chevaliers du Travail, cependant, déclaraient qu'ils s'efforceraient de l'obtenir par le « *refus général de travailler* plus de huit heures ».

C'est à Chicago, au Congrès de la Fédération des Trade-Unions, qu'il fut décidé d'engager au 1er mai la lutte sur une grande échelle. Une propagande extrêmement active commença de suite. Il s'agissait tout d'abord de créer un puissant courant d'opinion. Parmi les principaux militants, l'un d'eux, Frank Foster, secrétaire du comité législatif en 1884 déclarait qu'il était inutile de compter sur la législation : « Une demande concertée, disait-il, et soutenue par une organisation complète produirait plus d'effet que le vote de milliers de lois dont la mise en vigueur dépendra toujours du bon plaisir des politiciens... L'esprit d'organisation est dans l'air, mais le faible montant des cotisations versées, le parti pris et le manque d'esprit pratique soulèvent de grands obstacles » (7).

Les ouvriers américains, conduits par l'expérience, arrivaient, au bout de vingt ans, à la confiance dans leurs seuls efforts. De suite, le jeune trade-unionisme anglais avait fait le départ entre le domaine politique et le domaine économique ; il avait proclamé, par la bouche d'Owen, son grand interprète, que les révolutions politiques n'apportent aucun changement à la situation de l'ouvrier et qu'elles sont incapables d'accroître son bien-être, même sa liberté, que le problème fondamental est une question d'organisation du travail.

Le trade-unionisme américain parvenait à une même sorte de *self-help* ouvrier, mais sans vues générales, sans visée de conquête des rouages industriels et commerciaux par le prolétariat. A côté de lui, en revanche, une organisation venait de se reconstituer qui n'aurait pas manqué de l'entraîner hors des limites du corporatisme, plus loin que la journée de huit heures. C'est l'Association internationale des travailleurs qui, dans son Congrès de Pittsburg (14 au 16 octobre 1883), sous l'influence d'Albert Parsons et d'Auguste Spies, abandonnait l'action politique et faisait appel à l'activité révolutionnaire pour la destruction de la société capitaliste et la constitution d'une société libre.

La résolution du Congrès trade-unioniste de Chicago portait que, « à partir du 1er mai 1886, la journée normale de travail serait fixée à huit heures et que toutes les organisations ouvrières se prépareraient à cet effet ». Elle fut renouvelée l'année suivante au Congrès de Washington (déc. 1885).

Pourquoi la date du 1er mai avait-elle été choisie ? Gabriel Deville en donne cette explication :

Le premier mai 1886, dans la pensée de ceux qui choisirent cette date, devait être le point de départ, soit du régime des huit heures chez les employeurs qui se soumettraient à la décision prise à Chicago, soit de la suspension de travail chez ceux qui refuseraient de s'y soumettre. Et, si cette date fut choisie, il est à présumer, étant donnée la disposition d'esprit de ceux qui la choisirent, que cela tint à ce qu'il existait alors, comme pratique commune à diverses places, l'habitude pour les locations, baux, contrats, etc., de faire commencer et finir l'année à un jour déterminé par l'usage. Or, ce jour était, j'en ai la certitude pour l'Etat de New-York et la Pensylvanie, le 1er mai, qui était connu sous le nom de *Mowing day*. Quoique toujours pratiqué, le *Mowing day* tend, paraît-il, à perdre l'importance qu'il a eue et qu'il avait encore il y a douze ans.

Si ma supposition est fondée, ainsi que me porte à le croire l'impossibilité à laquelle je me suis heurté de me faire donner un motif quelconque de ce choix, les délégués à la Convention de Chicago ont, en fixant ce jour, obéi tout simplement à la même pensée qu'en établissant un assez long délai entre l'époque du vote de la résolution (octobre 1884) et celle de sa mise à exécution (1er mai 1886).

Par ce délai et par le terme même de ce délai — les engagements partant du 1er mai avec, le cas échéant, modification dans les prix convenus jusqu'à cette date — toute surprise était évitée aux capitalistes. De la sorte, ils ne pouvaient arguer, contre la modification réclamée par les travailleurs, de leurs contrats conclus sur la base des anciennes conditions de travail, puisqu'ils avaient la possibilité de dresser leurs plans conformément aux conditions nouvelles pour les contrats à conclure (8).

---

(5) On appelle ainsi la surveillance organisée par les grévistes autour des établissements en grève, surveillance ayant pour objet d'empêcher l'entrée des supplanteurs.

(6) Vigouroux, **La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord**, p. 108.

(7) Cité par **Vigouroux**.

(8) Gabriel Deville, « Historique du premier mai » (**Le Devenir social**, no d'avril 1896, pp. 291-292).

Les deux années qui séparèrent la décision de la mise à exécution furent activement employées. Des groupes locaux de propagande pour la journée de huit heures furent constitués dans tous les centres industriels. Toute action fut subordonnée au grand effort général qu'il allait falloir accomplir. Les meetings succédèrent aux meetings, les cortèges aux cortèges. Des masses de journaux et de brochures traitant la question furent répandus. Déjà les Trade-Unions possédaient une centaine de journaux corporatifs ; elles groupaient 380.000 travailleurs. Propagande individuelle, propagande collective, tout s'employa à faire du 1er mai 1886 une journée victorieuse.

Voici un manifeste lancé par l'*Association des huit heures* de Chicago :

A TOUTES LES ASSOCIATIONS OUVRIERES DE CHICAGO ET DES VILLES D'AMERIQUE

Compagnons de travail,

Le Premier Mai 1886 a été fixé pour l'inauguration générale, autant que possible, du système des huit heures. L'heure approche. L'assemblée des métiers et du travail de Chicago est depuis plusieurs années à la tête de ce mouvement. Elle doit marcher en avant. Aux autres organisations de suivre.

Plus de grèves partielles entraînant à leur suite des lock-out et pouvant faire avorter le mouvement des huit heures.

Union générale des différents corps de métiers pour amener la solution pacifique de la question par une entente, autant que possible universelle.

Compagnons, la victoire est assurée si nous agissons tous ensemble, judicieusement et résolument.

Le comité des Huit heures :

Charles W. ROWAN, *président.*
William HALLISTER, *secrétaire de l'assemblée des métiers et du travail* (9).

Chaque organisation prenait ses dispositions, indiquait la méthode à employer. La résolution suivante de la Chambre syndicale des charpentiers et des ébénistes de Chicago en définit le caractère :

A partir du 3 mai prochain, la journée de huit heures deviendra la journée normale ; tous les patrons et entrepreneurs seront avertis de cette décision par lettre imprimée ;

A partir du 3 mai prochain, aucun membre de la chambre syndicale des charpentiers et ébénistes ne consentira à travailler dans un atelier où la journée de huit heures ne sera pas appliquée et n'entreprendra aucun travail avec un charpentier ou un ébéniste qui ne sera pas syndiqué (10).

Le mouvement avait pris une telle puissance que de nombreux patrons n'attendirent pas la date de l'échéance pour accorder les huit heures avec le même salaire qu'auparavant. Environ 32.000 travailleurs, dans le courant d'avril 1886, se virent concéder cette amélioration.

Arriva le 1er mai. Il y eut 5.000 grèves pour l'introduction de la journée de huit heures. Dans tous les centres, les travailleurs de toutes professions suspendirent le travail. Partout d'importantes manifestations, avec ces mots de ralliement et de combat :

A PARTIR D'AUJOURD'HUI
NUL OUVRIER NE DOIT TRAVAILLER
PLUS DE HUIT HEURES
PAR JOUR !
HUIT HEURES DE TRAVAIL !
HUIT HEURES DE REPOS !
HUIT HEURES D'EDUCATION !

Les résultats ? Dès le Premier Mai, 125.000 ouvriers obtenaient les huit heures. Au bout d'un mois, ils étaient 200.000.

De grandes grèves, comme celles des chemins de fer, paralysaient toute vie économique. Devant le soulèvement des « cheminots », l'incendie des dépôts de Saint-Louis et de Chicago, les Compagnies furent obligées d'entamer des négociations. Quelques métiers, dit Vigouroux (11), passèrent de 10 et 12 heures à 8 heures ; un grand nombre d'autres passèrent de 12 et 14 à 10 et 9, ou bien de 14 et 18 à 12. « On évaluait, paraît-il, à plus de 3.000.000 le nombre d'heures « épargnées » au travailleur ; et, par conséquent, des milliers de sans-travail avaient pu trouver de l'ouvrage ».

La *Voix du Peuple* (12) donne une liste plus longue, évidemment encore incomplète :

A New-York, les ouvriers en pianos conquirent la journée de huit heures, avec le même salaire qu'auparavant. De même les ouvriers ébénistes, les vernisseurs, les ouvriers de construction. Les boulangers, qui travaillaient seize heures, obtinrent la journée de dix heures, avec augmentation de salaire. Les brasseurs obtinrent la journée de dix heures, au lieu de quatorze, et eurent aussi une plus haute paye.

A Chicago, les emballeurs, les menuisiers, les coupeurs, les ouvriers de construction, les typographes, les mécaniciens, les forgerons, les employés de droguerie obtinrent la journée de huit heures, sans baisse de salaires. Les bouchers, les boulangers et les brasseurs obtinrent la journée de dix heures, avec une augmentation de 15 à 20 p. 100.

A Pittsbourg, conquête presque complète de la journée de huit heures. Les épiceries et les magasins suivirent le même mouvement.

A Baltimore, les ouvriers en pianos-orgues, les potiers d'étain, les ébénistes gagnèrent les huit heures.

A Boston, les charpentiers, les peintres en bâtiment, les maçons ; à Louisville, les ouvriers en tabacs ; à Saint-Louis, les ébénistes ; à Washington, les peintres en bâtiment ; à Newark, les chapeliers, les cigariers, les ouvriers en machines à coudre, conquirent la journée de huit heures.

Capitalistes et gouvernants, devant cette révolte des travailleurs, recoururent aux fusillades des miliciens. A Milwaukee, neuf personnes furent tuées.

Mais ce fut à Chicago que s'exerça la plus folle répression, Chicago qui avait pris la tête du mouvement et qui était le foyer le plus ardent du révolutionnarisme américain.

Il restait 35.000 à 40.000 grévistes le 3 mai. Les patrons avaient fait venir des *scabs* (jaunes) pour assurer le travail. Dans la soirée du 3 mai, une manifestation de 7 à 10.000 grévistes conspuait les *scabs* de la grande fabrique de machines agricoles Mac-Cormick, lorsqu'elle fut assaillie par une bande de policemen qui tirèrent sur la foule, tuèrent un gréviste et en blessèrent des centaines d'autres.

Pour protester contre cet assassinat, un meeting fut convoqué pour le lendemain. L'*Arbeiter Zeitung* (journal quotidien de langue allemande publié à Chicago), lançait cet appel aux armes :

La guerre de classes a commencé. Hier, on a fusillé les travailleurs en face de l'usine Mac-Cormick. Leur sang crie vengeance !

Qui pourrait douter que les tigres qui nous gouvernent sont avides du sang des travailleurs !

Mais les travailleurs ne sont pas des moutons. A la Terreur Blanche, ils répondront par la Terreur Rouge.

Mieux vaut la mort que la misère !

Si l'on fusille les travailleurs, répondons de telle façon que nos maîtres s'en souviennent longtemps.

C'est la nécessité qui nous fait crier : « Aux armes ! »

Hier, les femmes, les enfants de pauvres pleuraient leurs maris et leurs pères fusillés. Tandis que, dans les palais, les riches remplissaient leurs verres de vins coûteux et buvaient à la santé des bandits de l'ordre...

Séchez vos pleurs, vous qui souffrez !

Ayez du cœur, esclaves ! Insurgez-vous !

(9) Cité par la **Voix du Peuple** (no du 1er mai 1901).

(10) Cité par la **Voix du Peuple** (no du 1er mai 1901).

(11) Ouvrage déjà cité.

(12) No du 1er mai 1901.

15.000 travailleurs répondirent à cet appel. Place du Haymarket, du haut d'un char, les orateurs les plus populaires de Chicago, entre autres Spies, Parsons, Fielden, parlèrent. Le meeting allait prendre fin. La nuit tombait. Tout à coup, une troupe de 200 policiers fonça sur la foule. Avant qu'ils n'aient pu renouveler leur crime de la veille, une bombe (13) tombait dans leurs rangs et en couchait une vingtaine par terre. Mais, par derrière eux, d'autres escouades de policiers avançaient. La bataille s'engagea : fusils à répétition contre revolvers du peuple.

La bourgeoisie s'empara de ces troubles qu'elle avait provoqués et en fit le prétexte d'arrestations en masse. Tout le personnel de l'*Arbeiter Zeitung* dont Auguste Spies était rédacteur en chef, fut arrêté : rédacteurs, employés de bureau, typographes.

Un tri savant fut fait. Le 21 juin, les huit principaux militants de Chicago comparaissaient devant la cour d'assises de Cook-County. C'étaient : Auguste Spies, Albert Parsons, Adolphe Fischer, Samuel Fielden, Georges Engel, Michel Schwab, Oscar Neebe et Louis Lingg, qu'on a appelés depuis, dans le mouvement anarchiste international, les huit martyrs de Chicago.

Spies dirigeait le quotidien de langue allemande *Arbeiter Zeitung*, destiné aux émigrants allemands, et qui, d'abord, exclusivement social-démocrate avec Grotkau, était passé à l'anarchisme. Parsons dirigeait l'*Alarm*. L'influence de ces hommes et de ces organes était considérable (14). Spies, Parsons, Fielden étaient constamment en tournées de propagande ; ils avaient pris une grande part au mouvement pour les huit heures, en s'efforçant d'amener les ouvriers à regarder par-delà la réduction des heures de travail.

Parsons n'avait pu être arrêté le 4 mai et s'était réfugié chez des amis ; il n'aurait jamais été découvert. Cependant, le 21 juin, de lui-même, il se présenta dans la salle d'assises, se dirigea vers le banc de ses amis, leur serra les mains et prit place sur le banc des condamnés à mort.

Le procès fut laborieux. Le gouvernement voulait la mort. Cependant, rien n'établissait que l'homme qui avait lancé la bombe se trouvait parmi les huit accusés. Ce n'est qu'au 21e jour que la liste des jurés put être dressée. On prouva, par la suite, par des dépositions d'hommes assermentés, que toutes mesures avaient été prises afin d'avoir un jury qui condamnerait à la pendaison. La sentence fut prononcée le 20 août.

Le 11 novembre 1887, après dix-huit mois de prison préventive, Parsons, Spies, Engell et Fisher furent pendus. Lingg, la veille de l'exécution, s'était fait sauter la tête avec un cigare de fulminate. Les peines de Fielden et de Schwab avaient été commuées en emprisonnement perpétuel ; celle de Neebe, en quinze ans de prison.

Un grand mouvement de protestation, auquel participèrent les fractions intellectuelles de la classe bourgeoise secoua toute l'Amérique du Nord, mais en vain ou presque.

Une réparation partielle intervint en 1893. A la suite d'une longue enquête, le gouverneur de l'Illinois, Altgeld, se convainquit de l'innocence des huit condamnés. Il fit remettre en liberté Fielden, Schwab et Neebe, et, dans les considérants du décret de grâce, proclama le crime des juges, des jurés et des faux témoins de la cour de Cook-County, et démontra que le verdict avait été prononcé par ordre.

Sans la perte d'hommes comme Parsons, comme Spies, sans la désorganisation de la propagande socialiste-anarchiste et l'affaissement qui se produisit dans tous les centres révolutionnaires, qui sait si le Trade-Unionisme n'eût pas débordé ses barrières corporatives et si après avoir adopté la méthode révolutionnaire de lutte, il n'eût pas acquis l'esprit et la volonté de faire la Révolution ?

En décembre 1886, s'était constituée l'*American Federation of Labor* (15), comprenant la *Fédération des Trade-Unions* et les dissidents des *Chevaliers du Travail*.

L'*American Federation of Labor* devait, au bout de deux années de répit, reprendre la lutte pour la généralisation et la conquête des huit heures.

Dans son Congrès de 1888, d'enthousiasme, elle en reprenait l'initiative. Les mêmes efforts de propagande plus vastes encore, furent dépensés.

Le 22 février 1889, des meetings en masse furent tenus dans 210 villes ; le 4 juillet, il y en eut dans 311 villes et, le 2 septembre, dans 420. Le 22 février 1890, il y en eut dans 526 villes... L'enthousiasme fut tel que Samuel Gompers fut obligé d'écrire à plusieurs unions nationales qu'il n'avait jamais été question d'ordonner une grève générale pour le 1er mai 1890, et que le but poursuivi était de concentrer les efforts des travailleurs sur un point donné, afin de les encourager à rester fidèles à leurs Unions...

Afin de s'assurer toutes les chances de succès, la convention (congrès) laissa au conseil exécutif le soin de choisir le métier qui lui semblerait le mieux préparé pour obtenir la journée ed huit heures et de concentrer les efforts de toutes les organisations affiliées sur ce métier.

Le 17 mars 1890, le conseil exécutif choisit la *Fraternité unie des charpentiers et menuisiers* de l'Amérique du Sud parmi les Unions nationales qui avaient demandé à porter le premier coup. Le choix était très judicieux car les charpentiers pouvaient compter en même temps sur l'appui des autres métiers du bâtiment.

En un an, 47.197 charpentiers, sans compter un nombre considérable d'autres ouvriers du bâtiment, bénéficièrent d'une réduction de la journée de travail dans 137 villes, d'après les statistiques publiées par l'Union des charpentiers. Dans presque tous les métiers, des réductions se produisirent.

Sur 1.163 grèves autorisées par les chefs des Unions nationales affiliées, 989 réussirent, 76 échouèrent et 98 finirent par un compromis. Un

---

(13) Pendant longtemps, cette bombe a été considérée comme l'œuvre d'un policier. Dernièrement encore certains journaux ont répété cette affirmation. Elle est erronée. — Ce qui a donné crédit à cette légende, c'est que l'anarchiste allemand qui lança la bombe ne fut pas arrêté. « On eut grand soin, dit la **Voix du Peuple** (1er mai 1901), de ne pas rechercher celui qui avait lancé la bombe ; son arrestation, en donnant à son acte un caractère individuel, eût contrecarré l'abominable plan et rendu impossible la condamnation des huit propagandistes. Un détective ayant découvert le refuge de l'auteur de l'attentat ne put obtenir l'autorisation de l'arrêter ; la police le laissa s'échapper, afin de pouvoir rendre responsables de son acte huit innocents. Ce plan, monstrueusement machiavélique, ne fut dévoilé que plus tard par le détective lui-même. Il est inutile d'ajouter que l'auteur de l'attentat ignora toutes ces abominables manœuvres ».

(14) « Le 22 mars 1879, un meeting monstre fut organisé dans les bâtiments de l'ancienne Exposition universelle. Ce meeting immense qui réunit entre trente et quarante mille personnes, dura toute la journée et une bonne partie de la nuit. On y recueillit une somme de 30.000 francs qui servirent à transformer l'**Arbeiter Zeitung** de journal tri-hebdomadaire en un organe quotidien. Le Congrès de Pittsburg fut aussitôt suivi à Chicago par la formation de plusieurs groupes de l'Internationale et par la création du journal de langue anglaise **Alarm**, dont Albert Parsons fut le rédacteur en chef. Cet organe fut publié jusqu'au 4 mai 1836, exerçant une influence considérable partout où il pénétrait et il pénétra effectivement dans tous les centres industriels du pays ». **(Rapport de W. Holmes sur l'Histoire du mouvement anarchiste aux Etats-Unis ;** Congrès antiparlementaire de Paris, 1900).

(15) Fédération américaine du travail.

(16) Vigouroux, ouvrage déjà cité, pp. 145, 146, 147.

grand nombre d'Unions affiliées à la Fédération obtinrent gain de cause sans faire grève (16).

Ainsi, par deux vastes mouvements, soulevés à quatre années d'intervalle, les ouvriers américains, dans de nombreuses corporations, conquirent la journée de huit heures.

Voyons quels efforts ont été accomplis en France, où nous en sommes encore à regarder, comme Sœur Anne, si elle paraît à l'horizon.

III. — Le Premier Mai en France

Si ignorants que nous soyons généralement en France des mouvements qui se produisent hors de nos frontières, il n'est pas possible d'admettre que l'idée d'organiser ici de vastes manifestations en faveur de la journée de huit heures n'ait été empruntée aux ouvriers américains. Il est quelque peu puéril de prétendre que l'initiative prise par la *Fédération nationale des Syndicats* fut une manière de création ou d'invention.

La grande presse française ne passa pas sous silence le formidable mouvement américain de 1886, non plus que les discussions qui précédèrent le Congrès de Saint-Louis (déc. 1888) où l'*American Federation of Labor* décidait de recommencer l'agitation.

Aussi, faut-il supposer que Jean Dormoy, de Montluçon, puisa dans l'exemple américain l'idée de la résolution qu'il présenta et fit adopter au 3e Congrès de la Fédération nationale des Syndicats, tenu à Bordeaux-Bouscat, du 28 octobre au 4 novembre 1888 :

Considérant que depuis bien longtemps les organisations ouvrières ont réclamé en toutes circonstances les réformes suivantes :

Limitation de la journée de travail à huit heures ;

Minimum de salaire :

Interdiction du marchandage ;

Considérant que, jusqu'ici, les *pouvoirs publics* ont toujours passé outre à nos réclamations isolées dont ils se moquent et qu'il importe de faire cesser enfin cette situation en présentant nos revendications sous une nouvelle forme, sous la forme collective générale, plus importante ;

Qu'afin de donner une plus grande force à ce mouvement d'ensemble, il y a lieu de concentrer toute l'action des syndicats sur un nombre restreint de revendications les plus générales et les plus importantes, sans pour cela renoncer aux autres ;

Le Congrès décide :

1° Le dimanche 10 février 1889, tous les syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France devront envoyer, *soit à la préfecture ou à la sous-préfecture, soit à la mairie de leur commune*, une délégation chargée de réclamer les réformes suivantes :

Limitation à huit heures de la journée de travail ;

Fixation d'un minimum de salaire ;

2° Le dimanche 24 février, la même délégation retournera chercher la réponse, appuyée autant que possible par une manifestation de la population ouvrière ;

3° Tous les délégués présents au Congrès s'engagent, dès leur retour, à s'occuper activement de préparer ce mouvement en vue de la date fixée.

La *Fédération nationale des Syndicats*, constituée au Congrès de Lyon (1886), était sous la tutelle du Parti ouvrier (guesdistes) et devait, d'ailleurs, dans l'avenir, tenir ses congrès dans la même ville et à la même époque que le Parti ouvrier.

La résolution de Bordeaux ne resta pas lettre morte. Les délégués des syndicats professionnels se rendirent aux hôtels de ville et aux préfectures d'une cinquantaine de villes industrielles, notamment à Lille, Roubaix, Saint-Quentin, Troyes, Reims, Montluçon, Roanne, Limoges, Bordeaux, Marseille, Cette, etc. Ils sommèrent les autorités de donner force de loi aux réformes formulées par les congrès ouvriers. « Une agitation considérable, dit Zévaès, était sortie de cette première démonstration, et c'est le succès qu'elle avait rencontré qui suggéra l'idée de tenter une manifestation analogue, mais cette fois internationale ». *(Le Socialisme en France*, p. 110).

En juillet 1889, deux congrès internationaux socialistes se tenaient à Paris. L'un, rue de Lancry, organisé par la Fédération des travailleurs socialistes (possibilistes, Brousse) ; l'autre, salle Pétrelle, rue Rochechouart, organisé par le Parti ouvrier (guesdistes), le Comité révolutionnaire central (blanquistes, Vaillant) et la Fédération des Syndicats.

C'est à ce dernier que fut reprise l'idée d'une démonstration en faveur de la loi sur la journée de huit heures, sur une proposition de Raymond Lavigne, de Bordeaux :

Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, *les travailleurs mettent les pouvoirs publics* en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er mai 1890 par l'*American Federation of Labor*, dans son Congrès de décembre 1888, tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.

Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays.

Avant d'être déposée, la proposition Lavigne fut soumise à Guesde, déclare Deville dans son article du *Devenir social*. Elle ne comprenait d'abord que le premier paragraphe. C'est Bebel et Liebknecht qui ajoutèrent le troisième, laissant quelque latitude aux nationalités, en particulier aux Allemands.

La date n'était pas fixée. Elle fit l'objet du deuxième paragraphe. Sur la proposition de quel délégué adopta-t-on le 1er mai 1890, en rappelant qu'il avait déjà été choisi par les trade-unions américaines ? Deville examine plusieurs hypothèses : Intervention d'un délégué américain ? Bien que président de la séance du Congrès où fut votée la résolution, il ne s'en souvient pas. Réminiscence d'une lettre de Gompers lue au Congrès, où il aurait demandé aux ouvriers européens de prêter leur appui moral au mouvement américain ? Il ne saurait se prononcer.

En tout cas, de quelque façon que soit venu le deuxième paragraphe, cela importe peu. Il fait corps avec la motion. Il déclare qu'en France, que par le monde socialiste, on va, au 1er mai 1890, faire une démonstration semblable à celle de l'*American Federation of Labor*.

Hélas, non ! Pour obtenir la journée de huit heures, les Américains comptent sur leurs organisations économiques et se préparent à la grève ; le congrès socialiste, au contraire, demande la journée de huit heures à la législation, aux pouvoirs publics ; il en fait une revendication politique.

Telle que l'avaient comprise ses initiateurs guesdistes, la proposition Lavigne devait, cependant, provoquer une émotion formidable. Sa mise à exécution stimula les efforts des militants ouvriers et socialistes. Il fallait, au 1er mai, donner à la bourgeoisie une impression de la puissance de la classe ouvrière, de sa cohésion et de sa volonté. Tous les révolutionnaires s'employèrent à ce que cette journée fût imposante par son chômage, par ses cortèges, par ses manifestations.

Evidemment, la propagande du Parti ouvrier occupait le premier plan. Pour cette tâche, il avait fondé un quotidien, *Le Combat*, qui parut durant quelques mois, sous la direction d'Antide Boyer.

A la Bourse du Travail de Paris, les militants guesdistes multiplièrent leurs efforts afin de faire participer les syndicats parisiens à la démonstration.

(18) **Temps**, n° du 19 avril 1890.

Ils n'y parvinrent pas. Une proposition dans ce sens, déposée au Comité général, par Prévost (des Coiffeurs) n'obtint que 26 voix, contre 61 à une proposition d'André Gély (des Employés) qui préconisait le pétitionnement au lieu de la démonstration.

La Bourse du Travail, alors, se trouvait sous l'influence des possibilistes qui étaient hostiles au projet du 1er mai et ne s'en cachaient pas. Dans des interviews, tapageuses à l'époque, Joffrin, le député possibiliste de Clignancourt, et Basly, secrétaire du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, répudièrent la décision du Congrès international de Paris. Voici les déclarations de Joffrin au *Temps* (17) :

...Je suis persuadé que ce sera un « fiasco ». Il faut être Jules Guesde et ignorer comme lui ce qu'est un atelier français pour croire que deux cent mille ouvriers vont se promener dans les rues de Paris. Il ne faut pas tabler sur le tempérament français comme sur les tempéraments anglais et américain. Ces gens-là sont groupés, ont de puissantes sociétés ouvrières et sont soumis à une discipline qui ne peut pas exister chez nous.

Et puis, on a l'air d'oublier qu'il y avait à Paris, en 1889, deux congrès ouvriers internationaux. J'ai la prétention d'affirmer que le Congrès des possibilistes de la rue de Lancry, où étaient représentés tous les syndicats de Paris les trade-unions d'Angleterre, etc., était plus « ouvrier » que celui des marxistes, où il n'y avait que des états-majors et pas de troupes.

Les membres qu'ils avaient encore à ce Congrès et qui avaient quelque autorité sur les syndicats dissidents, comme MM. Boulé, Morin, Baudet et les membres de l'état-major blanquiste, ont passé depuis au boulangisme. Ils n'ont donc plus aucune influence sur les syndicats parisiens.

La manifestation aurait peut-être eu quelque chance de réussir si les marxistes s'étaient entendus avec nos chambres syndicales et nos groupements corporatifs.

Mais, je vous le déclare, si la question avait été soulevée à notre Congrès de la rue de Lancry, j'aurais pris la parole et j'aurais démontré qu'étant donnés notre tempérament et les habitudes de nos ateliers, il est impossible de faire cesser le travail au milieu de la semaine. J'aurais dit que, si l'on avait pu faire sortir cent mille ouvriers à l'enterrement de Victor Noir, c'était le fait du dégoût de tout un peuple pour un régime oppresseur et non le fait de la manifestation d'une doctrine.

Je ne veux pas mettre en doute la grandeur de la question de la réduction de la journée de travail : j'ai, le premier de tous les socialistes élus, défendu dans un corps élu, au Conseil municipal, en 1882, la journée de huit heures. J'ai été appelé, à cette époque à réclamer et à voter la journée de huit heures dans l'affaire du Métropolitain.

Je ne crois même pas que la manifestation du 1er mai réussisse en Allemagne. Je suis convaincu que les chefs du Parti socialiste allemand, tout en ayant voté au Congrès marxiste le repos du 1er mai, n'iront pas risquer dans les rues de Berlin les bénéfices du succès qu'ils viennent de remporter aux élections, et cela uniquement pour être agréables à M. Jules Guesde et à quelques-uns de ses amis qui, sous leurs lunettes, transforment les quelques centaines de partisans qu'ils avaient lors de leur congrès en centaines de mille de manifestants un jeudi l'après-midi.

Quant aux groupes du Parti ouvrier, syndicats, cercles d'études, etc., ils ne se mêleront pas à une échauffourée qui ne peut profiter ni à la réduction des heures de travail, ni à la République.

Les éléments composant la Fédération des travailleurs socialistes ne jugeaient pas tous comme Joffrin. Les membres les plus influents de l'Union fédérative du Centre, Allemane, Faillet, J.-B. Clément, reprochèrent violemment à Brousse et à ses amis d'avoir « méprisé le bénéfice moral de la manifestation du 1er mai », et la scission qui devait survenir rencontra là une de ses causes.

Parmi les anarchistes, nombreux étaient ceux qui étaient partisans de participer à la démonstration. Une déclaration de Tortelier, dans une réunion tenue le 17 avril, montre quel sens ils attachaient à leur participation. « Ce n'est pas une manifestation pacifique que nous voulons, dit-il ; il faut que ce grand mouvement porte profit ; il faut qu'il en sorte l'idée d'une grève générale pour aboutir à la journée de huit heures en attendant mieux. N'allons pas voir les députés, c'est inutile ; ils ne feront jamais rien pour nous (18).

Le *Père Peinard* (dirigé par Pouget) était poursuivi pour un article « La manifestation du Premier mai », et Weill, son gérant, condamné à dix-huit mois de prison.

L'émotion était, paraît-il, aussi grande qu'au 1er mai 1906. La frayeur de la bourgeoisie était au paroxysme. Naturellement, la bonne presse bourgeoise y était pour quelque chose. Le matin du grand jour, le *Petit Journal* recommanda instamment à ses lecteurs de ne pas sortir de chez eux. Les départs pour la province et l'étranger furent extrêmement nombreux. Beaucoup de sociétés financières firent verser leur encaisse à la Banque. Le Salon des Artistes français fut fermé. Nombre de boutiquiers posèrent leurs volets. Comme la manifestation était pour l'après-midi, les garçons de recettes de la Banque de France et du Crédit Lyonnais rentrèrent à midi.

Paris était bourré de troupes : onze régiments d'infanterie ; 3e et 6e cuirassiers ; 8e, 27e et 28e dragons ; 1er, 4e et 5e chasseurs ; 12e et 13e d'artillerie. Avec la garde républicaine, la gendarmerie et les 10.000 hommes de la police, il y avait, on le voit, des forces considérables pour barrer la route à l'émeute. Les Tuileries et le Bois de Boulogne avaient été plus particulièrement occupés.

Complétant ces mesures, M. Constans, ministre de l'Intérieur, ordonnait l'arrestation, le 29 avril, des principaux militants anarchistes. A Paris, Michel Zévaco, alors rédacteur en chef du quotidien révolutionnaire *L'Egalité*, Charles Malato et Gégout, qui venaient d'être condamnés tous deux à quinze mois de prison pour un article du bi-hebdomadaire *l'Attaque*, étaient saisis pour purger leur prison. A la suite d'une perquisition à l'imprimerie du *Révolté*, rue des Trois-Bornes, Jean Grave, Dumont, Cabot, Cuisse, Rodi, etc., étaient arrêtés et l'on annonçait que le marquis de Morès, le tapageur antisémite, qui venait d'être arrêté, était aussi propriétaire de cette imprimerie. Arrêté aussi, Prévost, le secrétaire du Syndicat des Coiffeurs et de la Commission d'organisation de la manifestation, qui avait tenté d'entraîner, nous l'avons vu, les syndicats parisiens.

Trente-six arrestations étaient opérées à Lyon, Saint-Etienne, Roanne. Emprisonnés aussi Louise Michel, Tortelier, etc.

La presse bourgeoise applaudissait à ces arrestations.

« Le gouvernement, disait le *Temps*, vient de faire preuve d'intelligence et d'énergie en opérant une razzia parmi les agitateurs anarchistes et les entrepreneurs d'émeute et de révolution qui organisent avec un cynisme impudent, sous les yeux mêmes de la police et de l'opinion, une journée de violence pour le 1er mai. Il est toujours plus sage de prévenir le désordre que de se laisser mettre dans la nécessité, parfois cruelle, d'avoir à le réprimer » (19).

Le point de concentration de la manifestation était rue Royale. De là, une délégation devait se rendre à la Chambre des députés déposer les pétitions en faveur de la journée de huit heures. Il avait été décidé que la délégation serait composée du premier bureau de la Fédération des Syndicats, des délégués des Syndicats, enfin de la Commission d'organisa-

(17) **Temps**, no du 12 avril 1890.

(19) **Temps**, no du 30 avril 1890.

tion et des députés et conseillers municipaux socialistes, en tout, une centaine de personnes. Mais M. Lozé, préfet de police, déclara, dès la veille, que pas un seul des manifestants non pourvus de titres officiels ne suivrait les députés et les conseillers municipaux. Cependant, après une lettre de Ferroul, député socialiste, au président de la Chambre, M. Floquet, une délégation régulière, composée des députés, des conseillers municipaux et de cinq ou six autres membres pris parmi les manifestants, fut acceptée.

Sur les deux heures, l'après-midi du 1er mai, la délégation, escortée de gardes municipaux, se dirigea vers le Palais-Bourbon. La place de la Concorde avait été balayée de tous les manifestants par des charges de cavalerie.

D'abord reçus par le questeur de la Chambre, à qui ils remettent les pétitions, les délégués sont ensuite introduits dans le cabinet de M. Floquet. Voici le texte de cette pétition :

MANIFESTATION INTERNATIONALE
DU 1er MAI

Pour la journée de huit heures et une législation protectrice du travail aboutissant, avec la journée de huit heures pour base essentielle, à la garantie d'un minimum de salaire, à la limitation du travail des femmes et des enfants, au repos d'un jour par semaine et à la suppression du travail de nuit, des bureaux de placement et du marchandage.

Les syndicats et groupes soussignés réclament comme la plus urgente de toutes les réformes, la réduction, par une loi, de la journée de travail à un maximum de huit heures ;

Parce que la journée de huit heures, c'est du travail et du pain pour quantité de travailleurs qui se pressent, le ventre vide, à la porte des ateliers ;

Parce que la journée de huit heures, c'est la fin des chômages périodiques que multiplient les progrès du machinisme ;

Parce que la journée de huit heures, c'est la hausse fatale des salaires par la suppression de la concurrence homicide que font les ouvriers inoccupés aux ouvriers en activité ;

Parce que la journée de huit heures, c'est avec huit heures de sommeil, huit heures de loisir, c'est-à-dire de vie, de liberté et d'action pour la classe-machine ;

Parce que la journée de huit heures bénéficiera au petit commerce lui-même, en augmentant la puissance de consommation et d'achat de sa clientèle ouvrière.

A la suite de son entrevue avec le Président de la Chambre, la délégation rédigeait le procès-verbal suivant :

Conformément à la décision prise hier soir en assemblée nationale des représentants des chambres syndicales parisiennes et des délégués au Congrès international de Paris, la délégation chargée de porter aux pouvoirs publics la pétition pour la journée de huit heures et les autres résolutions du Congrès international est partie à deux heures de la place de la Concorde et s'est rendue à la Chambre des députés. Elle a été reçue par le secrétaire général de la présidence, qui a enregistré les pétitions des chambres syndicales et des groupes socialistes de tous les points de la France, ainsi que les résolutions des Congrès en vue d'une législation nationale et internationale du travail.

Avis a été donné que ce pétitionnement collectif sera complété par les adhésions annoncées et pas encore reçues et continué par un pétitionnement individuel qui commence aujourd'hui dans la classe ouvrière.

La délégation a été ensuite reçue par le président de la Chambre, qui a déclaré être pénétré de toute l'importance de la question et ne pas douter de l'intérêt avec lequel la majorité républicaine discutera les revendications formulées. — En foi de quoi ont signé les délégués :

GOUZOU, GUIGNET, LACOSTE, FELINE, DULUC, LENTZ, J. GUESDE, VAILLANT, BAUDIN FERROUL, THIVRIER.

Les salles de réunions ayant été fermées par ordre administratif, divers meetings se tinrent néanmoins le soir dans des salles de cafés. Le chômage avait été important ; les boulevards avaient charrié une foule aussi dense qu'aux jours de mi-carême, et, sur divers points, des charges de cavalerie s'étaient produites contre des manifestatnts et même contre de simples promeneurs. Une centaine d'arrestations avaient été opérées.

En province, des cortèges avaient pu s'organiser. A Marseille, les délégués avaient été escortés par 50.000 camarades, à Lyon par 40.000, à Roubaix par 35.000, à Lille par 20.000, à Calais, à Saint-Quentin, par 15.000, etc.

Le chômage fut complet dans les centres miniers de la Loire, de l'Allier, du Gard, chez les tisseurs de la région de Roanne. Des grèves éclatèrent à Roubaix, à Alais, etc.

La première manifestation française du 1er mai n'avait manqué ni d'importance, ni d'éclat. Cependant, quels progrès avait fait l'application de la journée de huit heures ?

Le Congrès international de Paris n'avait prévu que la manifestation de 1890. Celle de 1891 fut décidée, pour la France, par le Congrès de Lille du Parti Ouvrier (11-12 octobre 1890), et par le Congrès de Calais de la Fédération des syndicats (14-19 octobre 1890). C'est le Congrès socialiste international de Bruxelles qui consacra le 1er mai comme manifestation annuelle et internationale :

Le Congrès,

Afin de conserver au Premier Mai son véritable caractère économique de revendication de la journée de huit heures et d'affirmation de la lutte des classes,

Décide :

Qu'il y a lieu d'avoir une démonstration unique pour les travailleurs de tous les pays ;

Que cette démonstration aura lieu le 1er mai ;

Et recommande le chômage partout où cela n'est pas impossible (20).

Le 1er mai 1891 devait être plus agité que son devancier. A Paris, la délégation des syndicats et des groupes parisiens était grossie de vingt-huit délégués, venus de l'Allier, de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine-Inférieure, de la Loire, etc., et d'un membre socialiste de la Chambre des communes, Cuningham-Graham, qui avait tenu à se joindre « comme témoignage de l'union active des travailleurs d'Angleterre et de France en vue de la journée légale et internationale de huit heures ».

Les délégués ne furent pas reçus. Floquet leur ferma sa porte. Les brigades centrales les bousculèrent, les gardes les chargèrent comme de simples manifestants.

A Roanne, le secrétaire de la Bourse du travail de Lyon, Péronin, était arrêté. L'hôtel de ville de Troyes était occupé militairement par ordre du préfet. A Saint-Quentin, Langrand était arrêté et condamné à un an de prison. A Charleville, J.-B. Clément, à deux ans.

A Fourmies, dans cette petite ville de tisseurs, les fusils Lebel couchaient, sur la place de l'Eglise, 10 cadavres : Maria Blondeau (18 ans), Edmond Giloteau (19 ans), Emile Cornaille (11 ans), Gustave Pestiaux (13 ans), Félicie Pennelier (17 ans), Ernestine Diot (19 ans), Louise Hubbet (21 ans), Emile Segaux (30 ans), Charles Leroy (30 ans) et Camille Latour (50 ans). Plus de quatre-vingts personnes furent blessées.

Les groupes du Parti Ouvrier avaient organisé une manifestation locale auprès des pouvoirs publics. Le matin, quelques collisions s'étaient produites à la porte des usines entre les ouvriers qui voulaient

(20) Cette résolution fut confirmée et complétée au Congrès international socialiste de Zurich (11 août 1893).

chômer et ceux qui voulaient travailler. Des arrestations avaient été faites. Les gendarmes, arrivés pendant la nuit, avaient chargé les manifestants qui venaient demander la libération de leurs camarades. Culine, le secrétaire du Parti Ouvrier, s'était présenté comme délégué, mais on l'avait éconduit.

Les patrons de Fourmies, les jours précédents, avaient multiplié les démarches afin qu'on leur envoie des troupes. Un bataillon du 145e de ligne, sous les ordres du commandant Chapus, était arrivé, ainsi que deux compagnies du 84e de ligne.

Dans certains villages du Nord, au 1er mai, d'après une vieille et poétique coutume, la jeunesse va cueillir le Mai verdoyant autour duquel on danse le soir.

Une troupe de jeunes gens revenant de cueillir le « Mai », Marie Blondeau en tête, portant la branche d'aubépine, Giloteau portant un drapeau tricolore, débouche place de l'Eglise, près de la mairie, gardée par les soldats. Le joyeux cortège veut passer ; les baïonnettes se croisent. Cris, rires, injures des jeunes gens. Le commandant Chapus y fait répondre par le feu des Lebels.

L'indignation fut grande par tout le pays, MM. Millerand, Pelletan et Clemenceau interpellèrent le gouvernement de M. Constans. La Chambre couvrit le ministre de l'Intérieur, le commandant Chapus et le sous-préfet d'Avesnes, Isaac.

Culine et Paul Lafargue, qui avaient préparé la manifestation du Premier Mai à Fourmies par une tournée de conférences dans la région, furent poursuivis. La cour d'assises de Douai devant laquelle ils comparurent le 5 juillet, les condamna : Culine, à six ans de réclusion, Lafargue à un an d'emprisonnement.

Le 25 octobre, une élection législative complémentaire devait avoir lieu à Lille. Pour protester contre le crime de Fourmies et contre le verdict de Douai, le Parti Ouvrier présenta la candidature de Lafargue, qui fut élu au deuxième tour par 6.470 suffrages contre 5.175 à M. Hector Depasse.

Identique manifestation fut faite sur le nom de Culine, à Roubaix, aux élections du conseil d'arrondissement. L'élection fut annulée pour cause d'inéligibilité du candidat ; cinq fois de suite, Culine fut élu.

Le meurtre de Fourmies produisit une douloureuse impression dans tous les milieux ouvriers. Longtemps il retint l'attention. Un fait de beaucoup moindre importance, qui fut à peine signalé, qui ne provoqua pas d'interpellation au Parlement, qui ne donna lieu à aucune protestation électorale, devait avoir des conséquences infiniment plus graves : c'est la bagarre qui survint à Clichy entre des manifestants anarchistes et des sergents de ville.

...Le 1er mai 1891, un groupe de vingt personnes qui s'étaient réunies place de la République, à Levallois-Perret, à deux heures après-midi, se dirigeait vers la commune de Clichy ; une femme marchait en tête, portant un drapeau rouge.

Le commissaire de police, M. Guilhem, fut prévenu et se mit aussitôt à la poursuite de ces « porteurs d'emblèmes séditieux ». Il partit, accompagné de son secrétaire et de trois agents du commissariat.

En route, les trois gardiens de la paix, nommés Dufoulon, Magnier et Vernier, pour rattraper plus vite les manifestants, sautèrent dans une voiture qui passait, tandis que le commissaire de police continuait son chemin, au bras de son secrétaire.

Les trois sergents de ville rejoignirent la petite troupe au moment où elle venait de s'arrêter chez un marchand de vins du boulevard National. Ils passèrent le seuil de la boutique et l'un d'eux voulut saisir le drapeau rouge qu'on était en train de rouler dans un journal.

Un coup de feu retentit aussitôt, suivi de plusieurs autres. Manifestants et sergents de ville sortirent de l'établissement, et une bagarre sanglante commença : un agent fut atteint à la joue et à l'épaule, un autre au-dessous du sein gauche.

Au bruit des coups de feu, quatre gendarmes à cheval survinrent, qui tirèrent sur les manifestants. Tous s'enfuirent, à l'exception de Decamp, Dardare et Léveillé, qui résistèrent avec acharnement, malgré leurs blessures, mais qui, désarmés et ligotés, furent, au bout de quelques minutes, conduits au poste de police.

Là, ils furent « passés à tabac » selon toutes les règles de l'art ; ils avaient été amenés à coups de crosse et à coups de pied ; quand ils furent jetés dans le violon, saignants et exténués, les agents leur martelèrent la tête à coups de canon de revolver. Decamp, dont l'oreille avait été déchirée dans la lutte, eut la tempe ouverte et la figure labourée ; Léveillé, qui, sur le champ de bagarre, avait eu la cuisse trouée d'une balle, ne put obtenir une goutte d'eau pour laver sa plaie. Quant à Dardare, un des agents blessés, le nommé Dufoulon, voulut se jeter sur lui pour lui fendre la tête avec son sabre ; un de ses collègues du poste dut le prendre à bras-le-corps pour l'en empêcher. Tous trois, le lendemain, étaient dans un tel état que le premier soin du juge d'instruction, M. Couturier, en se transportant sur les lieux, fut de faire procéder à leur pansement avant de passer à leur interrogatoire (21).

Le procès Léveillé, Dardare et Decamp vint devant la cour d'assises de la Seine, le 28 août 1891. M. Benoît, conseiller à la Cour, dirigeait les débats. M. Bulot, avocat général, « prononça contre l'anarchie en général un réquisitoire d'une âpre énergie » (22).

Decamp fut condamné à cinq années de prison ; Dardare, à trois ans ; Léveillé fut acquitté.

Ce verdict, après les brutalités dont avaient souffert les trois anarchistes de Clichy, devait ouvrir la période terroriste de 1892-1894 :

A Saint-Ouen, à Saint-Denis, dans tous ces milieux où la misère consciente devient facilement furieuse, on ne parla plus que des « martyrs » de Clichy. Dans les réunions, leur arrestation et leur procès servirent de thème aux discours les plus violents : on put appuyer d'un fait les épithètes surannées ; la haine s'étaya sur une histoire.

On déclara qu'il fallait venger les condamnés du 28 août sur le magistrat qui avait conduit les débats... On résolut de punir aussi l'avocat général qui avait si violemment requis contre l'anarchie (23).

Decamp fut condamné à cinq années de prison ; aussi, que des anarchistes de Saint-Denis recueillirent. Leurs femmes étaient dans la plus atroce misère. Tout cela entretint le souvenir du verdict et surexcita les haines. Ravachol, obligé de fuir de la Loire, où il avait assassiné et volé l'Ermite de Chamble, vint se réfugier à Saint-Denis, dans ce milieu où l'on ne parlait que de vengeance. Avec l'argent de son vol, il vint en aide aux familles de Decamp et de Dardare. Et il osa exécuter ce que tous ses camarades souhaitaient...

Le 11 mars 1892, la maison du boulevard Saint-Germain qu'habitait M. Benoît, le conseiller à la Cour, sautait ; le 27 mars, c'était l'immeuble de la rue de Clichy, où demeurait M. Bulot, l'avocat général.

Arrêté sur la dénonciation de Lhérot le garçon du restaurant Véry, Ravachol comparaissait le 26 avril devant la cour d'assises de la Seine, en compagnie de trois hommes : Simon, Chaumentin et Béala, et d'une femme : Mariette Soubert. Le matin même du procès, le restaurant Véry sautait. Il y avait deux morts, le patron Véry, un consommateur Hamonod. — Les attentats de la rue de Clichy et du boulevard Saint-Germain n'avaient occasionné que des dégâts matériels.

---

(21) Henri Varennes, **De Ravachol à Caserio**, pp. 2 et 3. — Cet ouvrage est l'œuvre d'un chroniqueur judiciaire et non celle d'un propagandiste ou d'un ami de l'anarchisme.

(22) Varennes, même ouvrage, p. 5.

(23) Varennes, même ouvrage, pp. 5 et 6.

Tous les débats du procès Ravachol roulèrent autour de l'affaire Dardare et Decamp. Béala, Chaumentin et Mariette Soubert furent acquittés. Ravachol et Simon, dit « Biscuit », un gavroche de dix-neuf ans, apprenti verrier, furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

La chasse aux anarchistes, encouragée par les mille voix de la presse, gagna en fureur. On traqua et emprisonna de tous côtés. La bombe du restaurant Véry avait répondu à la dénonciation de Lhérot. D'autres la suivirent : celle de Vaillant au Palais-Bourbon, celles d'Emile Henry, au Terminus, au commissariat des Bons-Enfants ; enfin l'assassinat de Carnot.

Que devint le Premier Mai après 1891 ?

Le 1er mai 1892 coïncidait avec les élections municipales générales. La manifestation consista à se rendre aux urnes.

D'année en année, le Premier Mai perdit de son importance et modifia son caractère pour n'être plus qu'une journée de fête, mal chômée, d'ailleurs. On continua, dans certaines villes, à présenter aux municipalités les cahiers de revendications des travailleurs. Mais aucun élan vigoureux ne se manifestait dans la classe ouvrière. Elle avait cru à la possibilité de faire aboutir un projet de loi lui accordant la journée de huit heures. Cette croyance était morte. Le projet de loi déposé le 22 mai 1894 par Jules Guesde n'avait recueilli que les voix des députés socialistes. Plus d'espoir, partant plus de cortèges, plus de démonstrations, plus de chaleur.

Une loi sur les dix heures dans les ateliers mixtes entrait en application en 1901 ; mais pour en assurer l'application, encore fallait-il que les tisseurs du Nord déclarent la grève.

Les fêtes familiales remplaçaient, au Premier Mai, les mouvements de foules jetées dans la rue d'autrefois.

***

Le syndicalisme a tout un courant de désillusion à remonter, une classe ouvrière à ranimer, à rappeler à la conscience de sa force.

Il est né, en France, à l'heure où les militants du prolétariat ont eu épuisé leur confiance dans le parlementarisme. Mais l'action par soi-même, cette « libération des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes », dont les parlementaires avaient souvent proclamé les mots, mais en les vidant de leur sens, réclame de l'énergie, de la ténacité et la foi de la classe ouvrière en ses destinées. Cette énergie, énervée par les manifestations platoniques sur le terrain de la législation, cette ténacité, rongée par quinze années d'attente stérile, cette foi, ruinée par l'idée d'une révolution politique qui « tomberait soudain sur la société comme un voleur dans la nuit » la classe ouvrière ne les a plus. Le syndicalisme s'attache à les lui redonner.

Constituée définitivement au Congrès de Paris (sept. 1900), la Confédération générale du Travail, avec son organe hebdomadaire, *La Voix du Peuple*, dont le premier numéro parut en décembre 1900, commença l'œuvre de relèvement.

Peu après, apparaît dans ses préoccupations l'idée d'entreprendre, par d'autres moyens que les sommations aux pouvoirs publics, la conquête de la journée de huit heures. Ce numéro de la *Voix du Peuple* du 1er mai 1901, que nous avons déjà souvent cité, consacrait un article à l' « Avenir du Premier Mai », dont les sous-titres étaient caractéristiques d'un nouvel état d'esprit : « IMITONS LES AMERICAINS ! VOULONS-NOUS LA JOURNEE DE HUIT HEURES ?... SI OUI, IMPOSONS-LA ! »

Le Premier Mai n'a plus aujourd'hui pour nous l'allure révolutionnaire qui nous enthousiasmait il y a quelques années : grâce au manque d'unité dans sa conception, grâce à l'absence d'une idée directrice qui le vivifie, il n'est prétexte qu'à agitations sans portée.

Nous avons indiqué les causes de cette dépression, et nous sommes convaincus qu'il est possible d'y remédier.

Imitons les Américains !

La tactique qui, en 1886, leur permit de réaliser rapidement la journée de huit heures est toujours excellente, — elle est même la seule efficace. Elle consiste à VOULOIR et à AGIR !

Pendant onze ans, nous nous sommes épuisés sur le terrain mouvant de la politique et nous n'en avons retiré que des déceptions. Il n'est pas exagéré d'affirmer que si nous avions employé la même vigueur sur le terrain économique, nous n'aurions pas eu les désillusions dont nous souffrons.

Ce que nous avons négligé d'accomplir, il est de notre devoir, de notre intérêt de l'entreprendre.

Les travailleurs des Etats-Unis nous ont montré le chemin, sachons marcher sur leurs traces.

Unifions notre action ! Que désormais le Premier Mai n'ait plus pour nous les caractères incohérents qui lui ont enlevé toute portée. Qu'un objectif seul domine en ce jour :

LA CONQUETE DE LA JOURNEE DE HUIT HEURES

Certes, la journée de huit heures n'est pas un idéal. C'est une étape. Franchissons-la.

Il est nécessaire de ne jamais perdre de vue que le but de l'action ouvrière est l'émancipation intégrale ; mais il est aussi indispensable de ne pas se désintéresser du présent et de s'efforcer toujours d'améliorer nos conditions actuelles d'existence.

Entre les réformes immédiatement réalisables, la journée de huit heures est une des meilleures. Marchons à sa conquête ! N'attendons pas que les gouvernants nous l'octroient.

Quand les Américains voulurent ne plus travailler que huit heures, ils se fixèrent la date du 1er mai 1886 comme étant celle où cette réforme devait être appliquée et ils se promirent fermement de ne pas travailler plus de huit heures, à partir de ce jour.

Suivons leur exemple !

Fixons-nous une date et proclamons qu'à partir du jour que nous aurons choisi, pour rien au monde, nous ne consentirons à faire plus de huit heures.

On pourrait s'entendre pour que cette date soit celle du 1er mai 1902. Seulement, étant donné que nous sommes encore peu familiarisés avec les procédés américains, que nous sommes novices dans ces modes de propagande et qu'il nous faut faire l'apprentissage de notre Volonté, examinons s'il ne serait pas plus prudent de reculer la mise en pratique de la journée de huit heures au 1er mai 1903.

Le congrès corporatif prochain, qui se tiendra à Lyon, en septembre, pourrait décider de la chose.

Le Congrès de Lyon, en effet, se trouva en présence d'un projet d'agitation en faveur des huit heures, soumis par le Syndicat des Mécaniciens de Lyon. Mais ce projet ne put être discuté ; d'ailleurs, les esprits n'y étaient pas préparés. Il fut décidé de le mettre à l'ordre du jour du congrès suivant : *La journée de huit heures et l'action immédiate*. Mais le Congrès suivant (Montpellier, 1902), absorbé par la question de l'unité ouvrière, ne put étudier la question des huit heures. C'est à celui de Bourges, en 1904, qu'elle fit l'objet d'une importante discussion et qu'une décision fut prise. Voici les conclusions auxquelles aboutit une commissiion chargée d'établir un rapport sur les méthodes à employer :

Deux méthodes d'action ont été préconisées dans le sein de la commission :

L'une, tendant à demander que le congrès élabore un projet de loi, qui serait transmis aux pouvoirs publics par le comité confédéral, et à organiser des pétitions et des réunions publiques pour démontrer aux législateurs que cette réforme est réclamée par la grande majorité des travailleurs.

L'autre, tendant à se tenir à l'écart des pouvoirs publics, à exercer toute la pression *possible* sur nos

adversaires, à les frapper avec tous les moyens qui sont à notre disposition.

La commission s'est prononcée à l'unanimité moins trois voix pour cette dernière méthode ; elle considère que les errements du passé ont suffisamment duré et qu'à l'action platonique devait succéder une action plus efficace, capable de faire aboutir nos revendications.

...La commission demande au congrès que de grandes manifestations soient organisées dans toute la France pour le 1er mai 1905, et qu'ensuite une propagande active d'éducation soit engagée par le comité et les sous-comités de propagande, pour préparer les esprits, afin qu'au 1er mai 1906 aucun ouvrier ne consente à travailler plus de huit heures par jour, ni à un salaire inférieur au minimum établi par les organisations intéressées.

...Et pour que les travailleurs fournissent le maximum d'agitation, il faut les convaincre qu'ils ne doivent pas compter sur les législateurs mais sur eux-mêmes, pour faire aboutir leurs revendications (24).

L'effort déployé par le Comité des huit heures de la Confédération fut immense : affiches apposées par centaines de mille, brochures de propagande et numéros de la *Voix du Peuple*, répandus à profusion, meetings, tournées régionales de conférences, tout fut mis en œuvre. Durant un an, l'attention publique fut concentrée sur le mouvement.

A la veille de l'échéance, une conférence des Fédérations se tint à Paris, où furent examinées les promesses d'action qu'offrait chaque corporation. Rappelons quelques-unes des déclarations de Griffuelhes, alors secrétaire de la Confédération.

...On ne peut et il ne faut donc pas dire que si au 1er mai 1906 la journée de huit heures n'est pas appliquée, ce sera un échec. Seuls, les adversaires de la journée de huit heures disent cela. Et si ces derniers entendent par là suivre une tactique, qu'ils prennent garde qu'elle ne soit aussi dangereuse pour eux que pour ceux qu'ils prétendent combattre.

Qu'on ne se figure pas, parce que l'on aura entravé le mouvement des huit heures, qu'on a tué le mouvement.

On se réserve certainement, dans la minorité de Bourges, de montrer au congrès d'Amiens l'échec des huit heures. Mais, pour qu'il soit impossible à certaines organisations de se dégager, il sera facile de leur démontrer ou qu'elles ont fait trop peu pour que le mouvement produise son effet, ou qu'elles ont trop fait. Les brochures, affiches, etc., le démontreront.

Ce qui est certain, c'est que l'agitation n'a pas été menée avec toutes les organisations, la minorité de Bourges ayant en dessous combattu le mouvement.

...Je ne veux pas faire de politique, et si je suis obligé de mettre en cause les partis, c'est que chacun connaît la lutte menée contre nous par le parti socialiste.

Certes, ce ne sont pas des manifestations bruyantes, mais une lutte sourde de tous les instants.

Partout, le P.S.U. essaie de démontrer aux ouvriers que la revendication des huit heures est une utopie. Et on tient ce raisonnement parce que cette réforme est une sorte de concurrence au P.S.U.

C'est là le grand crime du congrès de Bourges à qui, non pas les militants ouvriers, mais les têtes de file n'ont jamais pardonné de leur avoir ravi ce qui, pour eux, leur aurait été utile comme plateforme électorale.

...Il suffirait qu'au 1er mai, un fort mouvement se produisit sans trop de résultats appréciables pour que l'on se montre satisfait.

Ce serait la première fois qu'un parti, en France, aurait pu poursuivre pendant dix-huit mois une agitation et une propagande capables de mettre debout un nombre considérable de travailleurs. Ce serait la démonstration de notre force (25).

Le mouvement fut plus vaste qu'on ne l'escomptait. 150.000 travailleurs firent grève à Paris. En province, les grèves aussi, furent nombreuses. Inutile d'en donner l'énumération : ces faits sont trop près de nous. Nul n'a oublié la frayeur qui saisit la bourgeoisie ni les mesures que prit le gouvernement.

Pierre **MONATTE.**

(24) **Compte rendu du Congrès de Bourges** (1904), pp. 205 et 207.

(25) **Compte rendu de la Conférence des Fédérations** (5 et 6 avril 1906), pp. 21, 22, 25.

La C.N.T. d'Espagne appelle au secours

La C.N.T. d'Espagne se trouve, une fois de plus, devant les tribunaux franquistes. Une centaine de ses militants de Catalogue sont déférés actuellement devant la « Audiencia Provincial » de Barcelone.

Ces militants, arrêtés en 1947, sont accusés d'avoir réorganisé dans la clandestinité la Confédération Régionale du Travail de Catalogne (C.N.T.), notamment les syndicats de la métallurgie, des produits chimiques, cheminots, construction, transport, etc. Torturés dans les cachots de la « Jefatura de Policia », la plupart d'entre eux furent gardés au secret une quarantaine de jours, sans pouvoir se mettre en rapport ni avec leurs avocats ni avec leur famille...

Deux militants syndicalistes sont morts en détention à cause des sévices qui leur furent infligés. Francisco Farreras de Ripoll, qui fut transporté mort dans un hôpital de Barcelone et inscrit officiellement « décédé à la suite d'une crise cardiaque », et José Pique, de Vich, qui, déjà mort, fut pendu dans un cachot de la prison de Vich pour faire croire à un suicide.

Les citoyens des pays libres s'étonneront peut-être de voir qu'un procès puisse s'ouvrir treize ans après l'arrestation des inculpés. Rien d'étonnant à cela ; le régime franquiste n'avait aucun intérêt à ouvrir ce procès tant qu'il quémandait son admission aux Nations Unies et autres organismes internationaux. S'il le fait aujourd'hui c'est qu'il pense que sa position internationale s'est affirmée et qu'avec l'appui des gouvernants de la grande nation américaine, il peut se permettre de défier les hommes qui partout luttent pour le triomphe de la liberté et de la justice.

Les peines dont sont passibles nos camarades oscillent entre 5 et 20 ans de prison. Il ne faut pas laisser commettre ce nouveau crime du franquisme. Que des protestations nombreuses soient adressées au « Presidente de la Audiencia » de Barcelone ainsi qu'aux ambassade et consulats d'Espagne.

Les Œuvres de Bakounine en Italien

L'historien — et militant — Pier-Carlo Masini a pris l'initiative de l'édition intégrale, en langue italienne, de l'œuvre, publiée ou inédite, de Michel Bakounine.

Il s'agit de la première tentative de rendre publique l'**opera omnia** du révolutionnaire russe.

L'édition se présentera sous la forme d'une série de fascicules de 130 pages chacun, d'une typographie parfaite, avec de nombreuses notes critiques.

La première livraison : « La théologie politique de Mazzini et l'Internationale » (dont la seule édition est celle de Neuchâtel, en 1871) vient de paraître.

Chaque volume est vendu au prix de 800 lire italiennes (plus 200 lire de frais d'envoi pour l'étranger). L'éditeur est le **Novecento Grafico**, Via Pignolo 9, Bergamo, Italie.

Notes d'Economie et de Politique

LE F.L.N. N'ACCEPTERA PAS DE DIKTAT

Après le refus du F.L.N. d'envoyer pour le moment une mission en France afin d'y négocier la paix, en raison de la manière dont ont été conduits les entretiens avec Boumendjel, une chose est bien claire, claire pour tout le monde : contrairement à ce qu'on veut à Matignon, le F.L.N. n'acceptera pas de diktat, et même, contrairement à ce qu'on désirerait à l'Elysée, le F.L.N. n'acceptera pas d'avoir l'air d'accepter un diktat, même si celui-ci n'en était pas réellement un.

Voilà l'essentiel, à mon sens, de ce qu'il faut retenir du communiqué publié au retour de la mission Boumendjel :

A Melun, les émissaires français se sont refusés à *négocier* avec les délégués du gouvernement algérien ; ils ont prétendu imposer leurs solutions, telles quelles. C'est ce refus de négocier que n'accepte pas le gouvernement provisoire de la République algérienne ; il entend qu'à aucun moment, pas plus dans les pourparlers préliminaires qu'au cours des discussions de fond, on ne lui dicte des conditions, des conditions à prendre ou à laisser.

Une telle position de la part du F.L.N. était facilement prévisible. Il fallait être aussi présomptueux qu'un homme d'Etat français pour s'imaginer qu'il pourrait en être autrement. On n'accepte un diktat que lorsqu'on est vaincu et que tout courage vous a abandonné. Or tel n'est pas le cas pour les Algériens ; tout au contraire ! Leurs positions militaires ne sont même pas entamées et leur moral demeure au plus haut. Pourquoi alors se déculotteraient-ils ?

Non seulement ils n'ont point de raison de se déculotter, mais ils ne peuvent même pas avoir l'apparence de le faire, à aucun moment et sur n'importe quel sujet.

J'insiste sur ce point car il est probable que de Gaulle, dans son désir d'entretenir sa popularité en apparaissant comme le « pacificateur », est prêt à accepter à peu près tout ce que demanderait le F.L.N. à la condition que ce soit lui, de Gaulle, qui ait l'air de l'imposer, de façon que devant l' « histoire », il ne fasse pas figure de vaincu, et surtout qu'il puisse tenter d'adoucir ainsi la réaction des pieds-noirs.

Or, à cette arlequinade, le F.L.N. le voulût-il, ne peut se prêter, car dès le jour où son gouvernement semblerait subir les conditions de l'ennemi, même sur des points secondaires, le malheureux peuple algérien qui, depuis près de six années, est soumis à la plus formidable pression, administrative, militaire, policière, qui doit subir les camps de concentration, les centres de « regroupement », la famine, la prison, les massacres et la torture, et qui jusqu'à ce jour a soutenu magnifiquement tout cela sans céder d'un pouce, lâcherait complètement et subitement si la moindre faiblesse de ses dirigeants lui faisait croire qu'il est vaincu.

Ce serait alors six années de lutte, d'héroïsme, de souffrances et de sacrifices entièrement perdues. Tout serait de nouveau « rétabli », comme dit le poète. Le colonialisme continuerait, plus assuré et donc plus dur que jamais. Le « bicot » redeviendrait l'être méprisé, corvéable et tuable à merci qu'il fut durant un siècle.

Voilà ce qu'entraînerait toute défaillance, même seulement apparente, du G.P.R.A. et c'est parce que ses membres s'en rendent parfaitement compte que, dès le début des négociations, au premier diktat qu'on prétend leur imposer, ils disent : non !

Si nous tournons maintenant nos regards de l'autre côté, du côté des Français, que voyons-nous ?

Nous voyons un peuple et un Etat qui, certes, ne sont pas vaincus au sens militaire du terme, mais qui sont près de succomber à la *fatigue*.

C'est toujours la fatigue qui a mis fin aux guerres du même genre. Lorsque Saint-Domingue — qui était pour la France du XVIIIe siècle ce que l'Algérie était pour la France du XIXe, la plus belle de ses colonies — dut être évacuée par l'armée du Consulat, ce n'est pas que Bonaparte n'aurait pu continuer à envoyer les renforts nécessaires, mais c'est qu'il était fatigué d'en envoyer ; lorsque Napoléon III, abandonnant son rêve de faire du Mexique un « empire latin » destiné à contre-balancer la puissance anglo-saxonne du Nord, ordonna à Bazaine de rembarquer ses troupes, ce n'est pas que celles-ci avaient été vaincues, elles n'avaient connu que des victoires, mais c'était que le peuple français était las de cette guerre qui menaçait de s'éterniser, et peut-être de s'étendre ; et lorsque, hier, l'Indochine fut évacuée tout entière, aussi bien Saïgon et Pnom-Penh qu'Hanoï, ce ne fut certainement pas parce que la perte de l'avant-poste extrêmement avancé de Dien-Bien-Phu, lancé en enfant perdu, pouvait mettre en péril l'armée française, mais parce qu'à Paris on en avait marre.

De même, la guerre ne cessera en Algérie que le jour où les Français en auront véritablement marre. Marre des combats. Marre, plus encore, d'être devenus un objet d'horreur dans le monde. Marre aussi de vivre dans la crainte d'une intervention extérieure, que ce soit de la Chine ou de l'Amérique !

Lorsque cette lassitude aura atteint le degré où elle donnera aux Français le courage d'accepter une blessure d'amour-propre, et, plus encore, d'affronter la colère, aux effets imprévisibles, des pieds-noirs d'Algérie, le gouvernement français sera obligé d'abandonner toutes prétentions à un diktat et devra accepter de *négocier*. Négocier à égalité. De gouvernement à gouvernement. Entre « délégués », et non plus entre « délégués » et « émissaires ».

Ce degré de lassitude est-il déjà atteint ? Pas encore, mais peut-être le sera-t-il bientôt. La parole sera alors à Alger. Les pieds-noirs seront-ils, eux aussi, suffisamment las ?

EISENHOWER-MACMILLAN CONTRE CASTRO COMME MOLLET-EDEN CONTRE NASSER

Voilà les bêtises qui recommencent ! On pensait que les manifestations qui avaient accueilli Nixon lors de son voyage en Amérique latine et, plus encore, les soulèvements de Corée, de Turquie et du Japon auraient suffi à faire comprendre au Département d'Etat que l'on ne combat pas l'impérialisme moscovite au moyen d'un impérialisme américain et qu'on ne peut préten-

dre rallier les peuples dans une croisade antibolchevique en prenant dans tous les pays où l'on exerce une influence l'exact contre-pied des intérêts du peuple.

Eh bien ! il n'en est rien ! Washington n'a rien compris. Ses ministres s'obstinent dans leur politique impérialiste et réactionnaire ; il n'y a pour eux qu'une chose qui compte, c'est l'intérêt immédiat de leurs « corporations ».

Leur attitude envers Cuba en est la plus récente démonstration.

Le crime de Fidel Castro est celui-ci : conformément au programme qu'il avait établi dès les débuts de la rébellion, Castro a procédé, ou, tout au moins a commencé à procéder à une réforme agraire. Il a fait acheter par l'Etat une partie des immenses domaines possédés dans l'île par des compagnies yankee afin de partager ces terres entre des paysans. Crime des crimes ! Toucher à la propriété des magnats du sucre et de l'élevage ! Pis encore, lorsque ces propriétaires sont yankee ! Crime de même nature que celui du Guatemala expropriant lui aussi, et dans le même but, une partie des terres possédées sur son territoire par l'*United Fruit*. Il faut donc refaire à Cuba le coup du Guatemala. Exterminer Fidel Castro et sa réforme agraire, comme on a exterminé, il y a six ans, Arbenz et sa réforme agraire.

Mais, cette fois, le morceau est plus gros. Non pas tant parce que Cuba a peut-être un million d'habitants de plus que le Guatemala, que parce que le nouveau régime y a l'avantage d'être le résultat d'une guerre de plusieurs années, alors qu'au Guatemala il s'était installé à peu près pacifiquement. A la différence du régime d'Arbenz, le régime de Fidel Castro s'est forgé dans les combats ; pour vaincre, il lui a fallu à la fois cultiver l'esprit de sacrifice d'une élite et s'assurer la coopération tacite, et parfois dangereuse, d'une partie grandissante du peuple. C'est cela qui cimente un peuple autour d'un régime. On ne croit qu'à ce pour quoi l'on a combattu et risqué.

Pour parvenir à ses fins à Cuba, Washington ne peut donc se contenter, comme il le fit au Guatemala, d'armer un aventurier et d'acheter quelques généraux. C'est pourquoi son Département d'Etat utilise une autre arme, une arme qui lui est bien connue, son arme favorite, celle de la pression économique.

Pour l'heure, celle-ci s'exerce sur deux terrains différents et simultanément.

Sur le sol de Cuba sont édifiées d'importantes raffineries de pétrole qui, comme presque toutes les raffineries du monde « libre », appartiennent aux grands trusts anglais et yankee. Ces raffineries achetaient le pétrole brut au Venezuela, ou plutôt elles se l'achetaient à elles-mêmes, les gisements de pétrole du Venezuela appartenant aux mêmes trusts que ceux qui contrôlent les raffineries cubaines. C'est dire qu'elles se l'achetaient cher pour pouvoir vendre cher aux Cubains les produits du raffinage.

Rien d'étonnant donc à ce que le nouveau régime cubain ait trouvé que la Russie pouvait lui fournir du pétrole brut à meilleur marché que celui acheté au Venezuela (un dollar de moins par baril, paraît-il), d'autant plus que Moscou acceptait d'être payé par des livraisons de sucre, ce sucre que Cuba a toujours beaucoup de mal à écouler en totalité du fait que l'île est la plus grande productrice mondiale de sucre de canne.

Mais ce pétrole brut qu'on allait acheter à la Russie, il fallait, avant de le consommer, le raffiner, en faire de l'essence, du gas-oil, du fuel-oil, etc. Castro demanda donc aux raffineries établies dans son pays, les raffineries américaines de la Standard et de Texaco et celle anglaise de la Shell, de raffiner le pétrole russe. Elles refusèrent. Ainsi une première pression économique, la crainte d'une disette de pétrole, était établie sur le régime de Fidel Castro.

Le second moyen de pression, plus puissant encore qu'employa l'Amérique, s'appliqua au sucre. En même temps qu'on tentait de priver Cuba, pays sans charbon et sans chutes d'eau, de sa seule source d'énergie, le pétrole, on allait le faire crever d'une indigestion de sucre.

Au temps de Batista, le dictateur dévoué aux intérêts de Wall-Street, les Etats-Unis absorbaient presque la moitié de la production sucrière cubaine et à un très bon prix, ce qui n'était d'ailleurs nullement un sacrifice pour les magnats yankee, puisque étant propriétaires des plantations et des sucreries cubaines, c'était finalement dans leurs poches qu'allait l'argent versé par le consommateur américain. Quoi qu'il en soit, pouvant écouler toute sa production sucrière grâce aux achats des Etats-Unis, Cuba pouvait vivre, mal, mais enfin vivait. Le jour où, au contraire, Cuba ne pourrait plus vendre qu'une partie de son sucre, une partie des Cubains n'auraient plus que la ressource de mourir. Il y avait donc là pour Washington un moyen de pression extrêmement puissant, beaucoup plus puissant même que celui que fournissait le pétrole, et c'est ce moyen qu'on a brandi.

Le 27 juin, la commission de l'agriculture de la Chambre des Représentants à Washington votait à l'unanimité un projet de loi donnant au président des Etats-Unis le droit de fixer lui-même, au chiffre qu'il voudrait, la quantité de sucre cubain qui serait autorisée à entrer aux Etats-Unis. Le dessein de cette loi, qui devait être quelques jours plus tard votée illico presto, en séances de nuit, par les deux Chambres, était clair : fournir à Eisenhower et à ses successeurs un moyen de chantage permanent sur les Cubains ; ou bien vous abandonnerez vos projets de réforme agraire et continuerez à nous acheter cher notre pétrole, et alors vous pourrez vendre votre sucre ; sinon, si vous persistez à distribuer aux paysans pauvres les centaines de milliers d'hectares actuellement possédés par nos compagnies et à remplacer, même partiellement, le pétrole de la Standard par du pétrole russe, vous crèverez de faim sur vos sacs de sucre invendus.

A cette menace de chantage, Fidel Castro réagit aussitôt. Dès le lendemain du vote de la commission de l'agriculture, il déclara que la loi projetée était une véritable « déclaration de guerre » contre Cuba et qu'en représailles, ainsi qu'il en avait prévenu quelques jours auparavant, il saisirait des propriétés américaines. Il saisit, en effet, aussitôt la raffinerie américaine de la Texaco à Santiago, et, peu après, les deux raffineries de La Havane, l'américaine et l'anglaise, qui persistaient dans leur refus d'accepter le pétrole russe, étaient saisies à leur tour. Ces trois raffineries représentant au total une valeur approximative de 40 milliards d'anciens francs.

Ainsi, le parallélisme avec la situation qui se développa en Egypte il y a quatre ans est frappant.

Dans l'intention d'obliger Nasser à faire la politique étrangère qu'on lui dicterait, le Département d'Etat employa à son égard un moyen de pression économique : il lui fit refuser par la Banque mondiale l'aide financière que celle-ci lui avait offerte pour la construction de ce second

barrage d'Assouan qui est une question de vie ou de mort pour l'Egypte, puisque celle-ci ne peut nourrir sa population croissante que si elle parvient à irriguer de nouvelles terres. Mais, tout comme Castro, Nasser, loin de se soumettre à la pression américaine, riposta aussitôt par la saisie du canal de Suez : faute de propriétés américaines suffisamment importantes en Egypte, il s'emparait de la plus belle de celles des alliés de l'Amérique.

Les deux premiers actes du scénario cubain sont donc identiques, pour l'essentiel, avec ceux du scénario égyptien. Même genre d'attaque, même procédé de défense.

La question qui se pose maintenant est de savoir s'il y aura à Cuba un troisième acte, le même troisième acte qu'à Suez, celui de l'agression armée. A la nationalisation, l'Amérique répondra-t-elle, comme la France et l'Angleterre de 1956, par une guerre ouverte ?

L'aventure serait grosse. Plus grosse encore que celle de Suez. En tous cas, on peut être à peu près certain que si elle était tentée, Khrouchtchev qui peut maintenant lancer des fusées sur l'Amérique à peu près aussi facilement qu'il pouvait en lancer sur la France et l'Angleterre au temps de Suez, répéterait à l'égard de l'Amérique et de l'Angleterre la menace qu'il fit dans la fameuse nuit de 56 à la France et à l'Angleterre, et sans doute... avec autant de succès.

Dans ce cas, le parallélisme serait poursuivi jusqu'au bout.

LE CREPUSCULE DE LA LIBERTE APRES 1918

Suppression du droit de réunion par octroi aux préfets du pouvoir d'interdire toute réunion « de nature à troubler l'ordre public » (date de l'entre-deux guerres).

Suppression de la liberté de la presse par la pratique illégale de la saisie préventive (la première saisie préventive est de 1939).

Suppression de la liberté individuelle, d'une part par l'instauration de camps de concentration où chacun peut être interné par simple décision administrative (date de 39 pour le temps de guerre et de la IVe République pour le temps de paix).

Et, d'autre part, par la création d'un délit dont la qualification (atteinte à la sûreté de l'Etat) est suffisamment vague pour permettre de poursuivre et de faire condamner tout adversaire politique (date de Pétain).

Suppression du droit de grève par le pouvoir donné au gouvernement de « réquisitionner » le personnel des entreprises (date de l'entre-deux guerres).

Nota. — Le crépuscule de la liberté chez un peuple entraîne toujours le crépuscule de ce peuple.

EMPIRES ARTIFICIELS OU COMMUNAUTES NATURELLES ?

L'accession du Congo à l'indépendance soulève de nouveau le problème de la structure politique que va revêtir l'Afrique. L'Afrique va-t-elle être formée seulement d'un petit nombre de grands empires, ou va-t-elle se fractionner en une multitude de petits Etats ?

La question s'était déjà posée le jour où les territoires de l'Afrique noire française acquirent leur autonomie. Resteraient-ils distincts, ou se fondraient-ils en un ou deux grands ensembles du genre de ceux que la France avait constitués pour la commodité de son administration, tels que Afrique Occidentale et Afrique Equatoriale ?

Avec l'indépendance du Congo dit belge, le même problème se pose, mais pris par l'autre bout : le Congo va-t-il rester un Etat unique, ou va-t-il se diviser en plusieurs Etats ?

Les éléments les plus « progressifs » tant en Afrique qu'en Europe semblent pencher pour la solution des grands Etats : ils invoquent les dangers de la « balkanisation ».

La « balkanisation » est un mot déjà vieux, qui a conservé toute sa virulence. Il fut inventé par des économistes à courte vue, dont le prétendu « déterminisme économique » ne tient compte que des superstructures de l'économie, et qui trouvaient qu'il était mauvais d'avoir divisé l'ancien empire ottoman d'Europe en petits Etats, Roumanie, Bulgarie, Grèce, Serbie, plutôt que d'en avoir fait un seul Etat, au sein duquel hommes et marchandises auraient pu circuler librement et dont les ressources auraient permis d'entreprendre des projets d'une tout autre envergure que ceux que pouvait envisager chacun des petits Etats séparément.

Les tentatives faites actuellement par les Etats de l'Europe occidentale pour sortir de leur propre « balkanisation » par la création de communautés économiques telles que celle du charbon et de l'acier et le marché commun, n'ont pu que renforcer la position des adversaires des petits Etats.

Pour moi, ainsi que je l'ai déjà indiqué ici, je crois, je ne partage pas une telle opinion.

Il est certainement avantageux d'appartenir à une grande famille, mais encore faut-il que dans cette famille la vie soit possible. Si les incompatibilités d'humeur y sont telles que les disputes y règnent continuellement, mieux vaut se séparer !

A titre d'illustration, prenons le cas de l'Inde.

On sait que les Hindous, au sens étroit du mot, c'est-à-dire les Hindous pratiquant les religions de l'hindouisme, voulaient absolument, Gandhi en tête, qu'après le départ des Britanniques l'Inde restât unifiée, qu'elle continuât à former un seul Etat englobant aussi bien les Musulmans de l'Indus et du Brahmapoutra que les Hindous de la péninsule. Cependant, ils n'obtinrent pas satisfaction et l'ancien empire britannique fut divisé en deux : l'Inde proprement dite et le Pakistan.

Heureusement !

Car les effroyables massacres qui se produisirent entre Hindous et Musulmans au moment du départ des Britanniques montrèrent ce qu'aurait été pour ces deux peuples une continuation de la vie commune. Aujourd'hui les bienfaits de la séparation sont à ce point reconnus par tous que l'Inde elle-même, l'Inde du Parti du Congrès, l'ancienne grande championne de l'unité, a édicté, il y a quelques années, une loi interdisant toute propagande et toute action se donnant pour but d'unifier l'Inde et le Pakistan.

Eh bien ! à mon sens, il en est de même dans tous les cas. Si un pays n'est habité que par une seule « communauté ethnique », c'est-à-dire par des peuples qui ont entre eux suffisamment de points communs, la langue, les habitudes, la culture, la « race » même, si l'on veut, pour avoir entre eux des rapports normaux, pour ne pas se heurter constamment, alors, oui, ils doivent se constituer en un seul Etat ; sinon, si leur hétérogénéité est trop grande, leurs institutions et même leurs rapports quotidiens d'homme à homme ne pourront fonctionner normalement et leur Etat alors ne sera pas viable, nonobstant tous les avantages économiques qu'ils pourraient tirer, *sur le papier*, de l'absence de frontières.

Il y a cependant une forme sous laquelle des Etats à ethnicités diverses peuvent se maintenir, c'est celle sous laquelle précisément l'Inde vivait lorsqu'elle comprenait Hindous et Musulmans, c'est la forme impériale. Sous la forme d'un empire, c'est-à-dire d'un Etat où les diverses communautés sont soumises à une même domination étrangère, ou bien à celle de l'une d'entre elles.

Oui, Hindous et Musulmans ont pu vivre dans un même Etat lorsqu'ils étaient écrasés les uns et les autres sous le talon de fer de l'impérialisme britannique ; oui, Bulgares, Roumains, Grecs, Serbes ont pu vivre dans un même Etat lorsqu'ils étaient écrasés les uns et les autres par le talon de fer de la soldatesque turque ; oui, Hindous et Musulmans ont également pu vivre ensemble au temps des Grands Mogols, alors que les Musulmans tenaient les Hindous asservis, tout comme Slaves, Hongrois et Allemands ont pu vivre ensemble dans le Saint-Empire où seuls les Allemands assuraient la direction politique (1).

Si les nouveaux Etats africains sont suffisamment petits pour renfermer une population suffisamment homogène, leurs dimensions ne leur permettront peut-être point la réalisation de grands projets spectaculaires ; en revanche, ils pourront cultiver et développer leurs propres possibilités. Rappelons encore une fois ce que Proudhon a si fortement et si courageusement soutenu lors de la réalisation de l'unité italienne : ce n'est que dans de petits Etats, cités et villes que se sont élaborées les civilisations nouvelles. S'il doit y avoir un jour une civilisation noire, elle ne pourra prendre naissance qu'au sein de petits Etats africains homogènes. Que les Africains s'agglomèrent en grands Etats, des dimensions et du genre de ceux qui faisaient si bien l'affaire des Puissances coloniales, cela impliquera, qu'on le veuille ou non, soit un état à peu près permanent de guerres interraciales complètement stériles, soit une paix « impériale » maintenue par la domination de l'un des peuples sur les autres. Or, ni dans l'un ni dans l'autre cas, il ne peut y avoir civilisation. Quelle que soit sa forme, l'empire n'a jamais créé de civilisation ; au contraire, il annonce, pour là où il s'établit, la fin de la civilisation.

Que l'Afrique ne se laisse donc pas entraîner par des idées toutes faites que son « élite » a pu puiser dans les écoles de l'Occident, qu'elle obéisse à son instinct, qu'elle choisisse ses propres voies, que surtout, elle ne veuille pas copier les « Grands », c'est là le meilleur souhait qu'on puisse lui adresser.

---

(1) Pour être complet, il faut mentionner un autre cas, mais si rare qu'il n'est presque qu'un objet de musée, où les communautés ethniques différentes peuvent vivre dans un même Etat, c'est celui où ces communautés ethniques sont si nombreuses et si imbriquées les unes dans les autres, que toute séparation territoriale étant impossible, il faut bien, bon gré mal gré, s'arranger pour vivre ensemble. Tel est le cas du Liban.

R. LOUZON

P.S. — Ces notes étaient rédigées et composées avant le discours que vient de prononcer Khrouchtchev au congrès des instituteurs de Moscou.

Ainsi donc, K... n'attend même pas le commencement d'une action militaire américaine contre Cuba pour brandir la menace des fusées ; il prend les devants, il a raison. Les menaces ont d'autant plus d'effet qu'elles sont proférés avant que les choses ne soient trop avancées. — R. L.

Le débat engagé

Je me suis frotté les yeux en relisant l'article d'Hagnauer. Je l'aime bien, remarquez, Hagnauer, et bonne partie de son article également. Je n'arrive pas cependant à me sentir transformé en agent stalinien inconscient. C'est un compliment qu'on m'avait déjà servi en y mettant moins de forme. Le temps a passé. Il passera encore. Ce que je n'arrive pas à découvrir c'est dans quels paragraphes j'ai condamné la méthode des comparaisons historiques, manqué de gentillesse, d'amitié ou de camaraderie, fait preuve d'acidité, et plus particulièrement à l'égard d'Hagnauer. Je n'arrive pas à retrouver non plus à quel moment j'ai fait fi des études économiques comparées qu'il nous a données sur les U.S.A. et l'U.R.S.S., à quel moment j'ai enfin haussé les épaules devant les falsifications de l'Histoire ou les exécutions d'oppositionnels chinois en attendant le mois d'octobre pour vitupérer (?) contre le cléricalisme à l'école aux côtés de je ne sais quel semeur de vomissures. Allons, Hagnauer se porte bien.

Dans son dernier paragraphe notre camarade me répond cependant de façon effective : le tract de l'Union des syndicalistes n'était pas provoqué par la rencontre entre deux chefs d'Etat. On peut me concéder que nous avons laissé passer d'autres sujets de manifestation. Il s'agit surtout d'arracher la jeunesse (et sans doute aussi nombre de militants adultes) à cette hypnose qui colore la passivité fataliste de formules magiques et d'un mythe légendaire.

Je voudrais maintenant rappeler une autre constatation : celle de Louzon : une alliance, solide, sérieuse contre le totalitarisme ne peut se nouer sur la base du totalitarisme. Or, partout dans le monde, ce qu'on appelle le « monde libre » s'est appuyé sur les couches sociales les plus réactionnaires. Partout dans le monde, en Asie comme en Europe, il a soutenu les Franco.

Partout, d'autre part, la propagande du « monde libre » contribue à identifier aux « communistes » pour les besoins de sa mauvaise cause anti-ouvrière, les peuples dont il soutient, avec tant de difficulté, les oppresseurs.

Si la politique du « monde libre » franquiste ne lui réussit guère, sa propagande réussit d'autant plus remarquablement qu'elle concorde avec celle de son adversaire. Son adversaire déclare aussi que tout ce qui résiste aux Franco d'Asie et d'Europe est finalement « communiste ».

Ces deux propagandes ennemies et concordantes disposent de puissances de frappe que nous ne risquons pas de contrebalancer. L'unité d'action ou le parallélisme dans l'action corroborent leurs formules. Mais nous ne pouvons échapper aux nécessités de l'action.

Si nous voulons arracher la jeunesse et aussi les militants adultes au monstrueux abus de confiance de Khrouchtchev, nous devons nous préoccuper essentiellement d'une intervention efficace contre le pro-franquisme du « monde libre ». Notre intervention dans l'action et l'unité d'action où nous trouverons forcément la présence cégétiste et communiste et l'ombre portée de Khrouchtchev nous ouvre seule la voie à une propagande capable de préhension sur l'opinion publique ouvrière à ce propos.

Aussi la concession qu'Hagnauer considère comme secondaire, je la considère essentielle. Ces « autres sujets de manifestation » que nous avons laissé passer sont justement les occasions d'intervention contre le franquisme de notre « monde libre ».

Quand Eisenhower reconnait en Franco un défenseur de la liberté contre l'athéisme avilissant, nous ne dénonçons pas publiquement ce monstrueux abus de confiance. Ce serait sans doute vitupérer aux côtés de ce Soret que je ne connais pas. Même chose pour le texte du tract « Imposer la paix en Algérie » qui arrive comme les carabiniers italiens, mais avec la préoccupation première d'écarter la C.G.T. de l'unité d'action déjà en cours, au moment où nous ne devons avoir plus qu'une idée : la faire aboutir au résultat visé, la fin de la guerre d'Algérie.

Jean DUPERRAY.

LETTRE DE SUÈDE

La S. A. C. a cinquante ans

Dans cette ville de Stockholm où l'on célèbre la vieille fête païenne du solstice d'eté, vidée de ses habitants partis vers la grande campagne et repeuplee par l'afflux des provinciaux venus se détendre dans la capitale, la **Sveriges Arbetaren Centralorganisation** tient son seizième congrès et marque son cinquantième anniversaire.

La S.A.C. (prononcez : ès a cé) n'a jamais été une organisation de masse, même au temps de sa poussee initiale. Le secrétaire général de l'organisation, Herbert Anckar, a pu dire, retraçant l'histoire déjà ancienne de la Centrale, que sa naissance avait provoqué, en 1910, une impression semblable à celle que fit le premier avion dans le ciel scandinave. Depuis, la société suédoise a beaucoup évolué. La pointe des effectifs de la S.A.C. se situe à quelque 37.000 membres dans les années 1924-1925. Depuis, ces effectifs ont lentement diminué, jusqu'à tomber à environ 16.000 adhérents en 1957. Animatrice des luttes ouvrières depuis 1910, la S.A.C.. a été rapidement dépassée, supplantée, puis écrasée par la puissante centrale L. O. (**Landsorganisation**) d'orientation socialiste. Pourtant, elle a tenu. Et elle tient. Ténacité de la part de ses militants sans doute, intérêts vivants d'un capital de traditions indiscutablement, mais aussi implantation réelle dans certaines régions et dans certaines corporations, et notamment parmi les travailleurs des forêts, bûcherons et flotteurs, en Dalécarlie, et parmi les travailleurs du bâtiment. Par l'existence aussi d'un journal, quotidien jusqu'en 1958, hebdomadaire depuis lors, qui joue un rôle important — hors de proportion avec le chiffre de son tirage qui reste faible — dans l'opinion publique et qui, pour reprendre le mot d'un journaliste, représente la « conscience de la Suède ».

Autre phénomène curieux que les interventions au Congrès ont mis en évidence : la S.A.C. recrute à nouveau. Certes, il ne s'agit pas d'un recrutement massif, mais d'une lente et progressive remontée qui s'explique, d'une part, par l'adaptation de la Centrale aux besoins de sécurité des travailleurs suédois — notamment par la création d'une caisse de chômage — et d'autre part par le malaise qui règne à la base de la grande confédération socialiste, malaise provoqué par une efficace mais envahissante bureaucratie, qui ne laisse plus aucune initiative aux membres. Quand, il y a peu de temps, un groupe d'ouvriers du pétrole et un groupe de pompiers (salariés municipaux) de la petite ville de Gävle entrèrent en relation avec la S.A.C. et s'y affilièrent, la première question que posèrent les travailleurs dissidents de la L. O. fut : « Les droits des adhérents sont-ils plus grands, plus réels chez vous que chez nous ? »

Après avoir subi les contre-coups de la tendance à l'intégration des syndicats majoritaires dans le **Welfare State**, après avoir dû céder beaucoup de terrain à la L. O. qui utilisait ses ressources et ses positions privilégiées pour faire pression sur chaque membre de la S.A.C., l'organisation syndicaliste libertaire suédoise a su réagir en se dotant de divers organismes qui assuraient à ses membres des avantages semblables à ceux de la grande rivale, et maintenant elle commence à récolter les premiers bénéfices de son refus de l'uniformité et de l'unanimisme passif.

En réalité, la S.A.C. doit simultanément lutter contre une hémorragie lente mais continue de ses effectifs, en raison à la fois du rétrécissement de sa base corporative (là où les progrès du machinisme éliminent de la main-d'œuvre — et c'est le cas chez les travailleurs des forêts) et la perte de membres qui, changeant de région ou de profession, n'ont d'autre choix que l'entrée dans la L.O. pour s'assurer les avantages légaux ou syndicaux.

Pourtant, si le fonctionnement et le rôle de la S.A.C., sur le seul plan syndical, demeurent réduits, son intervention et sa présence au sein de l'opinion publique suédoise comptent. On l'a bien vu quand, au premier jour du congrès, au moment des saluts apportés par divers mouvements, le représentant de la grande organisation de culture ouvrière (l'A.B.F.) souligna la fonction irremplaçable, au travers de l'histoire du mouvement ouvrier suédois et de la Suède moderne, de la Centrale syndicaliste libertaire.

***

Cette influence ne s'exprime en fait que par son organe, **Arbetaren**, lequel pénètre dans les milieux ouvriers directement touchés par l'organisation syndicale, mais aussi dans les milieuxx intellectuels, universitaires, culturels. Imaginer une opinion suédoise sans **Arbetaren** signifierait condamner cette opinion à la fadeur, à l'uniformité, au conformisme.

Une discussion animée s'ouvrit, au congrès, à propos du contenu, de la présentation et de l'orientation de l'organe de la S.A.C. La plupart des critiques portèrent sur son caractère insuffisamment représentatif de la vie ouvrière et sur le peu de place qu'il accordait aux activités syndicales. Certaines interventions déploraient même le niveau par trop intellectuel, parfois incompréhensible pour des ouvriers, de ses articles et études. Pourtant, une large majorité soutint la rédaction, défendant la réputation du journal d'être le journal des « gens exigeants », insistant sur le fait qu'il faut doter le travailleur d'une solide culture et non le laisser s'abêtir par la lecture de romans faciles ou de journaux incolores.

C'est le directeur du journal, Evert Arvidsson, qui soutint la première vague de critiques. Arvidsson est un journaliste qui s'est formé au sein de la S.A.C., lentement, à sa manière. Il a été marin-pêcheur et tailleur de pierre avant d'être aujourd'hui un des meilleurs éditorialistes de Suède. Très grand, maigre, avec une forte charpente, il est d'un comportement si taciturne qu'il se remarque même parmi les Scandinaves généralement « taiseux ». Il a quelque chose du phoque : immobile pendant des heures, ne prêtant aucune attention à l'entourage — du moins en apparence — puis, lentement, il se met en mouvement, commence à parler en hésitant, cherchant les mots. Mais dès qu'il est dans son élément, qui est la compréhension des hommes et des choses, il est rapide et vif. Le débit de son discours s'accélère et il finit en orateur de classe, simple, direct et convaincant. Puis il retourne à sa place et à son immobilité avec un léger et bon sourire, et il ne demeure plus que ses yeux malicieux à manifester une vie incessante.

***

La mission actuelle de la S.A.C. fut mise en discussion à la suite d'un rapport que présenta Folke Fridel, membre de la S.A.C. et romancier connu. Le thème était défini sous le titre « Mouvement ouvrier et démocratie dans la société industrielle d'hommes-robots ». Le document contenait une critique serrée contre la centralisation continue dont pâtit la Suède, et qui conduit à une rapide bureaucratisation des relations sociales, à une intervention de plus en plus poussée de l'Etat, à la transformation du citoyen en objet manipulé.

De très nombreux militants intervinrent, apportant des exemples locaux ou professionnels qui illustraient en général la thèse de Fridel. Dans les coopératives agricoles, au sein du mouvement coopératif de consommation, l'expert devient roi, c'est-à-dire qu'il n'est plus seulement conseiller mais aussi gérant et détient finalement le pouvoir de décision.

Les remèdes proposés relèvent évidemment de la participation volontaire et consciente des membres. L'importance de l'éducation et de la culture fut fréquemment soulignée. Comme méthode, Helmut Rüdiger, un des esprits les plus agiles de la S.A.C. et un des mainteneurs d'inquiétude de la Suède,

défendit le fédéralisme et soutint l'idée que le socialisme n'est pas un but qu'on peut poursuivre sur le seul plan de la classe ouvrière, mais sur divers plans humains.

Diverses interventions portèrent sur la nécessité de fonder la démocratie sur une base économique, de dépasser la démocratie parlementaire par une forme de démocratie industrielle, de susciter partout des initiatives et de tenter des expériences du type libertaire. Jusqu'à présent, ces tentatives ont échoué, comme c'est le cas pour le projet de mise en coopérative des mines de fer de la région du Nord, ou les anciens essais de coopératives du bâtiment à Stockholm. Ces dernières furent éliminées en raison de la pression exercée par la L.O. qui se refusait à tolérer des expériences marginales. Mais, remarquèrent certains orateurs, le cas des mines du Nord montre que la majorité des ouvriers de l'industrie ne se sont pas intéressés au problème. En généralisant, on en arrive ainsi à constater qu'en de nombreux domaines, la recherche du progrès matériel a conduit la classe ouvrière à obtenir un haut niveau de vie, mais aussi à l'abandon de ses objectifs socialistes.

En échange du bien-être, les travailleurs abandonnent leurs droits de citoyens à part entière, c'est-à-dire l'intervention sur le lieu du travail, dans l'industrie et dans l'économie en général. Et cette démission contient en germe toutes les possibilités de dictature.

Le débat ne se termina pas par une motion. Il fut décidé que l'examen de ce problème, essentiel en Suède, serait poursuivi sur la base du rapport de Fridel, dans toutes les fédérations locales et en collaboration avec l'association de culture ouvrière.

***

La salle est d'une rare discipline. Une centaine de délégués s'inscrivent tour à tour, prennent la parole sans recherche d'effets oratoires, retournent à leur place et les débats se suivent sous une présidence débonnaire mais précise qui ponctue les propositions et les décisions d'un coup de maillet. La salle, louée à une organisation indépendante d'ingénieurs et cadres, est ornée de vieilles bannières apportées par les fédérations locales. Dans le rituel d'ouverture, une vague ressemblance avec certaines organisations religieuses : musique d'un orchestre à cordes pour commencer chant entonné par un baryton professionnel, messages nombreux présentés par les délégués d'organisations proches ou lus par le président (ce fut le cas pour celui de l'Union des Syndicalistes), rappel des vieux militants, évocation des disparus.

Bûcherons, mineurs, métallurgistes, ouvriers du textile et du bâtiment sont en majorité, tous hommes solidement bâtis, portant des vêtements de bonne coupe, souvent propriétaires d'une automobile et qui, pris individuellement, se révèlent être de vigoureux lutteurs qui connaissent pour les avoir pratiqués, l'action directe, le sabotage, la bagarre. Et il y a, dans leur manière de conter des souvenirs, une pointe de nostalgie. Leur histoire, qui n'est pas arrêtée mais se poursuit et ménage de possibles surprises, est inscrite dans quelques vitrines où sont exposés des documents manuscrits ou imprimés : actes de constitution de syndicats ou de fédérations locales, tracts, protocoles de congrès, pièces de la correspondance échangée avec l'extérieur, et notamment avec les organisations anarcho-syndicalistes espagnoles au cours de la guerre civile. C'est en hommage à l'Espagne aussi qu'est drapé le drapeau que la C.N.T.. offrit à la S.A.C. en 1936, en remerciement de l'aide apportée à la révolution.

Parmi les quelques délégués venus de l'étranger se trouvait d'ailleurs Ginès Alonso, secrétaire du sub-comité national de la C.N.T. en exil, qui annonça la réunification prochaine des deux fractions de l'organisation. Albert de Jong était délégué par le N.S.V., organisation anarcho-syndicaliste hollandaise. Louis Mercier était là pour la Commission Internationale de Liaison Ouvrière, avec laquelle la S.A.C. travaille, sur le plan international, depuis trois ans. Georges Grigoroff était venu en observateur au nom de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) dont la S.A.C. vient de se désaffilier, comme conséquence d'un référendum organisé à ce propos. « Fidélité aux buts, permanente adaptation aux situations », la formule de vie adoptée par la S.A.C. avait également prévalu sur le plan international.

L'ITINERANT.

Fin de l'immobilisme à la C.I.S.L. ?

Au lendemain du Xe anniversaire de la C.I.S.L. et de son congrès tenu à Bruxelles, la « R.P. » écrivait : « Oldenbroeck dont le remplacement par des éléments plus dynamiques était envisagé par certains, demeure, au moins provisoirement. Une commission est nommée pour étudier la réorganisation des structures... » (« R.P. » de janvier 1960.)

Depuis, le Comité exécutif de l'Internationale, réuni à Bruxelles fin juin, il y a du nouveau. La presse l'a annoncé : Oldenbroeck a démissionné, et c'est Omer Becu qui a été désigné comme secrétaire général.

La nouvelle peut nous réjouir. Omer Becu, secrétaire de l'Internationale des Transports, est un des rares militants de la C.I.S.L. qui aient, au moment de la Révolution hongroise, proposé une action de soutien en faveur des travailleurs insurgés : le boycott ouvrier des produits russes.

Mais un changement de personne pour le seul secrétariat ne peut évidemment transformer le caractère bureaucratique et immobiliste d'un organisme qui continuerait à croire que l'Europe est le seul pôle du monde moderne. Une complète refonte de l'appareil, une plus claire vision des problèmes et des besoins d'un univers en rapide évolution ou en pleine révolution, une solidarité effective envers les populations en lutte pour leur émancipation, telles sont les tâches qui peuvent être demandées à la nouvelle équipe appelée à coordonner les activités de l'Internationale syndicale libre.

D'aucuns n'ont voulu voir, dans la querelle qui s'est livrée à Bruxelles, qu'un reflet de la lutte d'influence qui mettait aux prises l'A.F.L.-C.I.O. d'un côté, les centrales européennes de l'autre. Le départ d'Oldenbroeck n'aurait été accepté par l'intéressé qu'en échange de la promesse, de la part de George Meany, de l'arrêt des activités internationales menées par la centrale nord-américaine pour son compte propre.

C'est réduire le problème à des dimensions de trésorerie. C'est l'absence de la C.I.S.L. sur la scène internationale qui incite l'A.F.L.-C.I.O. à courir là où les organisations — d'Asie ou d'Afrique — appellent en vain à l'aide ouvrière mondiale.

Si la C.I.S.L. retrouve agilité, initiative et esprit internationaliste, alors il sera temps et utile de se plaindre des activités syndicales américaines, lesquelles, même si elles sont parfois discutables, ont le mérite d'exister.

ERRATA

Dans la lettre de J.-P. Samson à Jean Maitron (n° de juin), deux coquilles à signaler :

1) P. 11-131, col. de gauche, ligne 19 : « ...Fritz Brupbacher, à l'école de qui j'en suis finalement venu à penser **que**, si... ». Le « que » ayant sauté, la phrase n'a plus de sens.

2) Même page, col. de droite, ligne 10 : lire « **optimisme** raisonné » au lieu d' « opportunisme ».

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1er JUIN. — Aux Nations Unies admission du **Togo.**

SAMEDI 4 JUIN. — Grève de 24 heures au **Japon** pour protester contre la visite du Président des Etats-Unis.

Robert Bothereau, secrétaire de la **C.G.T.-F.O.** est reçu par le Président de la République.

LUNDI 6 JUIN. — Conseil général à **Pékin** de la **Fédération Syndicale Mondiale.**

MARDI 7 JUIN. — Les grèves-surprises reprennent à la **R.A.T.P.** 29 agents « mis à pied ».

Congrès de la fédération des **Conseils de parents des élèves des écoles publiques** à Limoges ; succès de la pétition laïque.

MERCREDI 8 JUIN. — 39 nouvelles mises à pied à la **R.A.T.P.**

LUNDI 9 JUIN. — **L'Argentine** réclame la restitution d'Eichmann, enlevé par des Israéliens.

A **Cuba**, deux compagnies pétrolières américaines refusent de raffiner le pétrole soviétique.

VENDREDI 10 JUIN. — Grève de 24 heures **des fonctionnaires.**

A **Tokio**, violentes manifestations antiaméricaines.

Journée revendicative de la métallurgie.

SAMEDI 11 JUIN. — Le gouvernement interdit le **Congrès pour la paix en Algérie.**

Découverte d'un réseau de soutien du **F.L.N.** composé surtout d'étudiants et de lycéens.

LUNDI 13 JUIN. — Arrivée à Paris de M. Ben Gourion, chef du gouvernement **israélien.**

A Alger, procès du **parti communiste algérien.**

MARDI 14 JUIN. — A **Barcelone**, procès contre des catholiques catalans.

A Addis-Abeba **(Ethiopie)** : conférence des Etats indépendants d'Afrique.

Allocution du **général de Gaulle** sur l'Algérie, violemment critiquée par MM. Bidault et Soustelle.

MERCREDI 15 JUIN. — Nouvelles manifestations à **Tokio.**

JEUDI 16 JUIN. — Le gouvernement **japonais** demande au Président Eisenhower d'annuler sa visite à Tokio.

Le tribunal militaire de **Madrid** a condamné à des peines de 6 mois à 12 ans de prison 16 accusés à la suite de la grève générale manquée du 18 juin 1959.

VENDREDI 17 JUIN. — Le gouvernement supprime la subvention de l'**Union nationale des Etudiants Français** qui a repris des relations avec l'Union générale des étudiants algériens.

A Berlin, congrès **pour la liberté de la culture.**

Lettre de 339 prêtres **basques** contre le gouvernement espagnol.

SAMEDI 18 JUIN. — Violent bombardement de Kemoy par l'artillerie **chinoise communiste.**

LUNDI 20 JUIN. — Le **G.P.R.A.** accepte d'envoyer des émissaires pour préparer la négociation du cessez-le-feu en Algérie.

A Vincennes colloque des défenseurs de « **l'Algérie Française** » avec MM. André Lafont, ancien secrétaire de F.O. et Robert Lacoste ancien ministre socialiste.

A **Lyon**, manifestations des ouvriers des usines Berliet.

MERCREDI 22 JUIN. — Arrivée à Paris du Président de la **République Argentine.**

Au **Congo Belge**, M. Lumumba forme le gouvernement congolais.

Procès à Madrid de **18 Catalans** inculpés de rébellion.

A Cap Canaveral, **deux satellites américains** sont placés sur leur orbite par une même fusée.

LUNDI 23 JUIN. — Pour éviter une **grève des chefs de** trains le gouvernement réquisitionne le personnel de la **R.A.T.P.**

M. Dardel, socialiste, est réélu **président du conseil général de la Seine** grâce aux voix communistes.

Le pacte **nippo-américain** est ratifié par 90 voix contre 2 au Sénat américain.

VENDREDI 24 JUIN. — Dans la région parisienne, les organisations FO, CGT, CFTC et Fédération de l'Education Nationale signent un texte commun pour **la paix en Algérie.**

SAMEDI 25 JUIN. — Arrivée à Melun de deux émissaires du **G.P.R.A.**

Au **Congo Belge**, le président de la Aboko est élu président de la République.

LUNDI 27 JUIN. — Le Comité de la **Confédération générale des cadres** approuve son président qui a participé au colloque de Vincennes pour l'Algérie française.

Mort de **Pierre Monatte**, fondateur de la « Vie Ouvrière » et de la « Révolution prolétarienne ».

SAMEDI 30 JUIN. — Fin des entretiens de **Melun.**

Le gouvernement de **Cuba** ordonne la saisie de la raffinerie de pétrole de Texaco.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUIN 1960

RECETTES :		
Abonnements ordinaires	1.907 »	
Abonnements de soutien	496 »	
		2.403 »
Souscription		194 »
Vente « R. P. »		15 »
Vente des livres et brochures		4 »
Divers		20 »
Total des recettes		2.636 »
En caisse à fin mai		888,40
		3.524,40
DEPENSES :		
Impression et papier (« R. P. », mai 60)		1.128,98
Impression et papier (« R. P. », juin 60)		1.128,98
Frais d'expédition		214,69
Autres frais généraux		90 »
Divers		5 »
Total des dépenses		2.567,65
En caisse à fin juin :		
Espèces	101,33	
Chèques postaux	855,42	
		956,75
		3.524,40

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Joseph Bracops (Belgique), 30 ; René Courdavault (Charente-Maritime), 30 ; Marcel Deleau (Gironde) ; Maurice Deruest (Belgique), 50 ; Maurice Fradin (Paris), 25 ; André Gaytant (Nord), 30 ; Marcel Guenec (Seine-et-Oise), 30 ; Adolphe Jardin (Côte-d'Or), 25 ; Maximilien Leblanc (Aisne), 50 ; Mme Madeleine Léger (Paris), 25 ; Georges Maupioux (Seine), 30 ; Pierre Métayer (Seine-et-Oise), 30 ; Charles Papillon-Vallety (Paris), 36 ; Eugène Sauve (Dordogne), 30 ; Maurice Vassort (Seine-et-Oise), 25. — Total : 496 NF.

LA SOUSCRIPTION

Théophile Argence (Isère), 3 ; Emile Ballereau (Indre), 5 ; Marcel Bavard (Côte-d'Or), 5 ; A. Beau (Loire), 5 ; Lucien Beaunée (Côte-d'Or), 5 ; M. Berthelemy (Indre-et-Loire), 5 ; Gustave Berthomier (Loire), 5 ; Mme Marthe Bigot (Paris), 5 ; Edmond Birocheau (Deux-Sèvres), 5 ; Mlle Hélène Brion (Paris), 5 ; Sylvain Broussaudier (Basses-Pyrénées), 5 ; Robert Buren (Côte-d'Or), 5 ; Mlle Renée Cellier (Loire), 5 ; Pierre Chambon (Paris), 5 ; Gaston Chasson (Ardèche), 5 ; Paul Collinot (Ille-et-Vilaine), 3 ; Maurice Delage (Indre), 3 ; Henri Désarménien (Puy-de-Dôme), 5 ; Jean Duperray (Loire), 4 ; Mme veuve Robert Durel (Loire), 10 ; Pierre Dury (Mayenne), 5 ; André Eydieux (Ain), 5 ; Julien Forgues (Haute-Garonne), 3 ; Mme et M. François (Allier), 5 ; Armand Lagain (Côtes-du-Nord), 5 ; Lucien Laumière (Seine-et-Oise), 5 ; André Lavenir (Rhône), 5 ; Jean Maitron (Seine), 5 ; Marcel Martin (Paris), 5 ; Georges Meyssoniner (Côtes-du-Nord), 5 ; Maurice Millet (Cher), 1 ; Armand Muratet (Haute-Garonne), 5 ; Maurice Organde (Rhône), 5 ; Emile Perrot (Pas-de-Calais), 5 ; Olivier Pezy (Loir-et-Cher), 2 ; Robert Plassat (Seine), 1 ; Jean Rigal (Haute-Garonne), 5 ; Joannès Rival (Loire), 5 ; Maurice Ruffin (Paris), 5 ; Mme veuve Serret (Ardèche), 2 ; Mlle Hélène Thomas (Saône-et-Loire), 5 ; Jean Vernet (Ardèche), 5 ; René Vigne (Lot), 2. — Total : 194 NF.

VOUS POUVEZ ENCORE VOUS PROCURER...

LA CHINE

par Robert LOUZON

Prix : 4 N.F. (franco)

TROIS SCISSIONS SYNDICALES

par Pierre MONATTE

Prix : 6 N.F. 90

(Commandes à adresser à « la Révolution prolétarienne »
C.C.P. 734-99 Paris)

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS

par Roger HAGNAUER

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

par Pierre DICHAMP

Chaque exemplaire : 1 N.F.

POURQUOI ET COMMENT SE BAT LA HONGRIE OUVRIÈRE

L'exemplaire : 50 centimes

(Commandes à adresser à l'Union des syndicalistes
R. Marcheti, rue Dulaure, Paris-20e, C.C.P. 7473-08 Paris)

LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

par Alfred ROSMER

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

Prix provisoire de lancement : 15 N.F.

(Commandes à adresser au Cercle Zimmerwald
78, rue de l'Université, Paris (7e), C.C.P. 8.490.16 Paris)